Klapka, Cuza et Arthur Seherthoss en 1864

Documents choisis sur une tentative d'accord hungaro-roumain au XIX^{e} siècle

Les rapports entre les émigrés hongrois avec, à leur tête, Louis Kossuth, et la direction politique roumaine (aussi bien celle en exil que l'« officielle ») évoque un chapitre fort mouvementé dans les relations hungaro-roumaines. Dans l'historiographie des deux nations, bien des efforts ont déjà été faits pour mieux démêler ce système extrêmement compliqué de relations. Une longue série d'études, de travaux spécialisés, voire de monographies, a soumis à des examens microscopiques les fils ramifiés de ces relations. Et s'appuyant sur les matériaux de différentes archives européennes, les tentatives d'accord et les accords entre les dirigeants de ces deux peuples voisins ont été traités, souvent d'une manière exhaustive. Malgré cela, on ne peut pas dire en toute conscience que nous connaissons l'essentiel de ces arrangements des années 1850 et 1860. Nous ne connaissons pas par exemple suffisamment les circonstances dans lesquelles a été fixé, dans sa forme définitive, le texte

du projet de Confédération danubienne. Nous ignorons surtout les rapports entre les données de politique internationale (française, italienne, balkanique) ayant exercé leur influence sur ce texte. Nous avons également fort peu de connaissances sur les résultats concrets obtenus dans les principautés roumaines et en Serbie par le journaliste vénitien Marco Antonio Canini, délégué de l'émigration hongroise, qui devait se servir de ce document comme de base de négociations dans sa mission en Bas Danube. Bien qu'il soit à supposer qu'il ait fait parvenir le projet dans l'entourage du prince Cuza, on n'a guère de trace dans l'historiographie des opinions des intéressés sur ce texte. Selon le témoignage de Sándor Buda, les Roumains « accueillent avec joie le programme de K[ossuth] ». C'est également le cas des événements d'après 1862. Les historiens n'ont examiné que la mission d'István Türr' à Bucarest en mai 1863 et les activités d'organisation déployées par Gusztáv Frigyesy en 1863-64 en Valachie et en Moldavie. On continue de s'en tenir à l'opinion selon laquelle, avec l'accord II du 9 janvier 1861 entre Klapka, Cuza et l'« Alliance danubienne » liée au nom de Kossuth, la série des tentatives d'accords a été, en substance, close. Et pourtant, même si les chances de conclusion d'un nouvel accord ont diminué en effet par rapport aux tournants de 1859 et de 1860-61 (notamment à cause du changement dans la politique extérieure de la France), les parties ont conservé l'espoir d'arriver à un accord. Dans notre recueil, nous publions précisément les plus importants documents concernant la tentative de 1864 faite par Klapka et le comte Arthur Seherthoss, en signalant qu'en 1865 elle a été suivie d'un nouveau projet concret. Même l'année 1867 ne constitue pas une limite nette : fin 1868, début 1869, Mihail Kogălniceanu, par l'intermédiaire de son mandataire Radu Ionesco, sonde le terrain dans des pourparlers avec Andrássy, Eötvös, Boldizsár Horváth, Gorove et Türr'. Il y revient, dans ses grandes lignes seulement, et dans des conditions politiques internationales absolument différentes, à la conception de Kossuth sur la Confédération danubienne !

Les sources documentaires des négociations des émigrés ne sont pas encore totalement dépouillées et de nouvelles sources peuvent toujours y être ajoutées. On ne peut donc pré-

tendre que les possibilités d'interprétation soient épuisées. Jusqu'alors, personne n'a entrepris de traiter, dans une forme monographique, les enseignements qu'offrent ces transactions « au-delà de la politique de tous les jours ». À ce propos, nous pensons au fait, dont on a fort peu tenu compte, que les négociations et les transactions avaient, en dehors des intérêts politiques immédiats à réaliser, encore un autre but, en quelque sorte « en perspective », sans que les participants en aient pris conscience. On peut notamment ramener à l'évolution historique de la Transylvanie au cours des siècles passés (et plus concrètement aux conditions de la formation en Transylvanie de la conscience nationale roumaine) cet enchevêtrement d'aversions et de préjugés mutuels qui a « pris corps » à la suite des événements tragiques de la guerre civile de 1848-1849, et qui, clairement ou non, directement ou d'une façon sous-jacente, a toujours été présent lors des rencontres entre hommes politiques hongrois et roumains de l'époque. Il s'agit donc de voir si ces sentiments brouillés s'effacent ou se renforcent, ou encore s'ils deviennent, avec toutes leurs conséquences, éléments des idées et arguments politiques en formation. Rien que pour cela, tout document qui met en lumière les coulisses de ces transactions présente un grand intérêt, surtout si nous prenons conscience du fait qu'entre 1859 et 1867, vu la tension créée par les tendances à l'unité en Allemagne et en Italie, les conditions politiques dans le bassin danubien étaient, elles aussi, fort malléables. Une partie des contemporains, au moins, pensait qu'il y avait possibilité pour un réarrangement des conditions du pouvoir d'une tendance et d'un caractère différents. Certainement pas tout à fait indépendamment de cette position, et malgré la présence de préjugés, les peuples de cette région n'avaient pas une idée et une opinion fixées définitivement l'un sur l'autre. Il y avait encore des possibilités de correction. De ce point de vue aussi, il est fort instructif d'examiner les documents suivants. Mais avant de le faire, voyons-en brièvement les prémisses.

Bien que le dépouillement complet de la période entre 1862 et 1864 demande encore beaucoup de travail et que des recherches dans les archives italiennes notamment pourraient encore ré-

véler de nombreux détails, les documents retrouvés jusqu'ici permettent déjà de découvrir bien des choses qu'on pourrait résumer ainsi en grandes lignes : le 30 avril 1862, après de longues hésitations et méditations, Klapka annonce à Kossuth dans une lettre au ton solennel qu'il démissionne de son poste au Comité national hongrois. Parmi ses raisons, il cite la mort de László Teleki qui a de toute façon amputé la « commission », sa santé qui « décline grandement ces derniers temps » et ses affaires personnelles qui l'empêchent de consacrer toute son énergie aux objectifs politiques de l'émigration. Il se réserve quand même une issue en déclarant : « Je ne serai prêt à de nouvelles activités politiques que dans le cas où l'invitation à le faire viendra de notre patrie. » Connaissant leurs divergences de vues précédentes, cette décision n'est pas tout à fait inattendue. Mais elle n'en est pas moins étonnante : après tout, ils partageaient sensiblement le même avis quant à la question qui occupait en ce temps-là le plus intensément la direction de l'émigration, à savoir notamment les principes de base du projet de la Confédération danubienne et la mission de Canini aux Balkans. De plus, parmi ses documents, on trouve un projet daté du 10 avril 1862, rédigé et écrit par Canini, qui semble être un résumé préliminaire des principes de la « Confédération danubienne ». Cinq jours plus tard, lui-même rédige son programme comprenant trente points dans lesquels les rapports entre les États membres sont présentés. On y retrouve certes moins de rigueur, mais pour l'essentiel, il ne diffère de la variante complétée et approuvée par Kossuth que dans les formes (structure et rédaction). Il est vrai que, certainement pour des raisons tactiques, Klapka ne touche ni à la question transylvaine ni aux désaccords entre Hongrois et Roumains, considérés comme l'obstacle principal à la formation de l'État projeté (et à l'action commune), dont l'arrangement était (ou aurait été) la tâche peut-être la plus importante de Marco Antonio Canini. Il ne s'agit donc pas du tout de quelque différend irréconciliable ! Leurs idées étaient beaucoup plus divergentes sur le rôle politique que devait jouer l'émigration en Hongrie, et surtout sur les relations qu'elle maintenait avec l'opposition hongroise. Dans un brouillon de la lettre précédente, tout en se prononçant pour la Confédération danubienne et soulignant

sa fonction de « digue » contre le tsarisme, Klapka contesta le droit de l'émigration d'empêcher « l'accord entre la patrie et l'Autriche ». Probablement sous l'influence de Pulszky, il tendait à confier « aux patriotes en Hongrie » la tâche d'évaluer ce problème et de « sauver l'existence nationale de la Hongrie ». De toute évidence, cela l'a mis en conflit avec Kossuth, adversaire le plus implacable du compromis avec l'Autriche. Les différends latents étaient encore aggravés par le rapprochement de Klapka, surtout sous l'impulsion de Pulszky, avec la conception de Garibaldi et Mazzini (organisations secrètes, réseau d'agents, actions hardies de guérilleros pour « révolutionner » la Hongrie et pour entraîner l'Autriche dans un conflit armé). Pourtant, peu de temps auparavant, il l'avait qualifiée lui aussi d'« érostratique ». Kossuth de son côté, tout en soutenant qu'il fallait sauvegarder la combativité de la nation, augmenter sa force de résistance et réveiller son esprit révolutionnaire, s'opposa de toute son autorité à une insurrection déclenchée dans l'isolement, sans pouvoir compter sur une aide extérieure. Encore que, sous l'influence de Sándor Karacsay, délégué à Istanbul du Comité national hongrois en 1861-1862, il ne tenait plus pour impossible une entreprise militaire en Valachie. À ce que l'on voit, Klapka, qui au début espérait l'éclatement d'une guerre européenne étendue et désirait y lier une insurrection hongroise, reconsidéra sa position sous l'effet des nombreuses déceptions et de l'absence d'événements. Il la vit alors sous la forme de « révolution » hongroise et ensuite, éventuellement, de guerre européenne. Enfin, déjà en 1864, tout cela se réduisit chez lui à la question d'« agir ou ne pas agir » – après l'échec du projet d'une guerre de libération générale coordonnée en Europe sud-orientale, dirigée par Garibaldi, et le revers de l'intervention commune polono-hongroise, des organisations et transferts d'armes. Affinant un peu l'analyse, on pourrait dire que les idées stratégiques et la volonté d'agir du militaire ont peu à peu pris le dessus sur la pondération de l'homme politique.

La « rupture » n'a pourtant pas été provoquée par ces sources latentes de conflit, ni même par la lettre du 15 mai de Kossuth qui lui a demandé compte de son amitié avec Pulszky et l'a

invité à mettre de nouveau au point ses positions. Même si, formellement, cela a servi à Klapka sinon de motivation, du moins de prétexte. Dans la décision du général, une part importante revient certainement à l'écho défavorable en Hongrie de l'« Alliance danubienne », publiée par Helfy dans le numéro du 18 mai de *L'Alleanza*, à l'insu de Kossuth. C'est ce qui l'a poussé enfin à faire le pas malgré les « avertissements » répétés d'Irányi. Il a cherché alors à se démarquer de Kossuth et a essayé de suggérer qu'il « démissionne à cause du projet de Confédération danubienne qu'il partage pourtant… ». C'est encore pour cette raison qu'il a jugé nécessaire de rendre publique sa décision dans une Lettre ouverte.

Notre supposition peut encore être confirmée par un autre événement. Au nom du Comité central fonctionnant en Hongrie, György Komáromy et le comte Tivadar Csáky, les dirigeants du Comité hongrois genevois fondé un peu plus tard, lui avaient rendu visite, à l'insu de Kossuth, déjà au printemps 1862. Ainsi, on comprend mieux la phrase de sa déclaration de démission : grâce à Komáromy et à Csáky, il peut déjà agir en répondant directement à l'appel de la patrie. Son penchant pour le « rôle de chef » y ajoute encore des nuances : il sentait toujours comme accablantes l'autorité et la supériorité intellectuelle de Kossuth. Depuis longtemps, il se sentait offensé d'être considéré par certaines personnes, notamment par le prince roumain Cuza, comme un militaire et non comme un homme politique. Pourtant, jamais il n'a renoncé à obtenir la direction exclusive de l'émigration hongroise.

C'est ainsi qu'a commencé la collaboration entre Klapka, Csáky et Komáromy, délégués du « Comité révolutionnaire hongrois ». Cependant, elle a été moins fondée sur la communauté des principes que sur celle des intérêts. Csáky et les siens ont eu besoin du nom du général, faisant toujours grand effet, mais aussi de ses relations étendues. Klapka, lui aussi, a eu besoin pour ses projets – insurrection armée en Hongrie, invasion militaire – d'un « arrière-pays ». Il ne pouvait pas engager des négociations en son propre nom. Devant ses protecteurs possibles, devant les autorités italiennes et françaises, il a dû démontrer qu'il s'appuyait sur une organisation

à bases étendues, disposant de larges relations clandestines, d'un réseau d'agents secrets ; organisation qui, représentant la volonté de la nation hongroise, n'attendait que le moment propice pour faire éclater l'insurrection. Toutefois, entre le Comité hongrois genevois et Klapka, l'accord n'a été complet que sur une seule question : reléguer au second plan et isoler Kossuth. Devant les chefs de la politique française et surtout de la politique italienne, Klapka a insisté au cours de 1863-64, d'abord avec prudence et puis de plus en plus ouvertement, sur le caractère fondamentalement erroné, inadmissible et nuisible de la stratégie de Kossuth. Du point de vue de l'ensemble des mouvements nationaux hongrois – a-t-il estimé –, elle était même dangereuse. De plus, Kossuth ne représentait les idées que d'une partie fort restreinte de l'émigration, restant ainsi solitaire. Le Comité hongrois genevois était un forum bien plus qualifié car ses membres avaient quitté la Hongrie depuis peu et y avaient de meilleures relations que Kossuth. Très rapidement, Klapka a donc présenté au gouvernement italien le comte Tivadar Csáky en tant que représentant du Comité hongrois fondé à Genève. Par la suite, il a tenté de persuader ses partenaires italiens de contraindre Kossuth à se soumettre aux instructions de Komáromy et des siens. Les conceptions et les espoirs de Klapka étaient fondés sur les changements de la politique internationale, avant tout sur l'insurrection polonaise de 1863 et sur le changement de gouvernement au Piémont. Bientôt a surgi l'idée de relier la révolution polonaise et la révolution hongroise. Celle-ci présentait plus que des projets et, au-delà de l'accord Klapka-Ordęga, avait été mise en œuvre avec des actions concrètes. Parmi celles-ci, il faut signaler l'achat d'armes en Suisse, qu'il avait organisé et qui était camouflé comme affaire polonaise, ainsi que l'acquisition d'armes à Vienne effectuée par le même entrepreneur que pour les Hongrois, et enfin le plan soigneusement élaboré de l'attaque militaire polono-hongroise du côté de la Valachie et de la Moldavie. C'était d'autant plus important que, contrairement au cabinet Ricasoli (juin 1861 – février 1862), le nouveau gouvernement italien dirigé par le Premier ministre Marco Minghetti (mars 1863 – septembre 1864) ne considérait pas si éloignée la guerre contre l'Autriche. Comme il avait un intérêt de premier ordre à di-

viser la force armée autrichienne, et donc à faire éclater une insurrection en Hongrie, il s'appuya davantage que ses prédécesseurs sur les services de l'émigration hongroise. De plus, il était prêt, en l'occurrence, à se charger d'importantes aides matérielles contre de convenables garanties. Le 19 février 1864, dans la maison du ministre de l'Intérieur Ubaldino Peruzzi, les membres du gouvernement italien (Marco Minghetti Premier ministre, Emilio Visconti-Venosta ministre des Affaires étrangères, U. Peruzzi ministre de l'Intérieur, Marcello Cerruti secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères, Isacco Artom chef du cabinet du ministre des Affaires étrangères) se sont entendus avec Klapka sur les conditions et la somme de l'appui à fournir en faveur de l'insurrection en Hongrie. La somme ne pouvait pas dépasser un million de francs, mais ils se sont engagés à fournir au général, au moment de l'entrée en guerre, 500 000 francs. En outre, ils en prévoyaient 25 000 pour les frais de propagande à déployer parmi la population slave des États de l'Autriche, et surtout de Hongrie. Par conséquent, et malgré certains doutes, ils ont accordé crédit aux projets et aux analyses de la situation de Klapka (ainsi que de Komáromy et Csáky). L'influence de Klapka est démontrée aussi par son rôle fréquent d'intermédiaire avec le gouvernement français, ainsi qu'entre les milieux gouvernementaux italiens et Garibaldi.

Parmi les conditions compliquées des objectifs fixés par Klapka en 1863-1864, tout n'a évidemment pas été réalisable et les projets ont dû être modifiés en cours de route. Cela a entraîné des changements dans le poids des différents éléments et des sites. Une trahison a, par exemple, fait échouer aussi bien l'organisation d'Almásy que celle de Nedeczky en Hongrie, et les autorités autrichiennes ont saisi en mars 1864 les armes introduites en contrebande. Klapka n'a pas tardé à mettre tout cela en rapport avec les « menées » de Kossuth, avec les « démonstrations en un temps mal choisi » de ses partisans. Selon lui, c'est ce qui a attiré l'attention de la police autrichienne. Son impatience, le manque de réflexion de ses amis, l'imprudence et la maladresse des agents sont à l'origine d'échecs en série. Les torts donnés à Kossuth reviennent comme un refrain dans les rapports du général, et le résultat ne se fait pas attendre :

le 22 mars 1864, Mihály Horváth constate avec étonnement que Kossuth n'a aucune connaissance des choses, qu'il n'a aucune idée de l'insurrection en préparation – comme plus tard il l'a déclaré catégoriquement lui-même. Ce n'est pourtant pas tout à fait exact. Il s'est douté de bien des choses, mais tout cela permet de constater que l'action de Klapka et des siens, pour dénigrer Kossuth et le reléguer à l'arrière plan, a fini par réussir. Cela explique l'indignation de Kossuth, qui a eu connaissance des événements quelques mois plus tard, et ses déclarations violentes. Les efforts réitérés de Klapka pour gagner Garibaldi ont eu moins de succès. Les amis et partisans politiques du héros italien de la liberté ont empêché que leur chef ne s'éloigne de son pays. Dans l'état de nécessité où s'est trouvé ainsi Klapka, il a dû accepter des risques afin de faire valoir quelque résultat devant ses mandants italiens. Au milieu de juin, il a décidé de commencer à réaliser son projet, même sans Garibaldi : entrer en Transylvanie en partant de la Moldavie. Pour ce faire, il a du de nouveau obtenir l'accord du prince Cuza, avoir de nouvelles armes et obtenir le consentement du souverain roumain à ce que ses agents organisent des troupes avec les Hongrois vivant sur le territoire des principautés. C'est en ce temps-là, en 1864, qu'a eu lieu la mission à Bucarest d'Arthur Seherthoss, pour faire la reconnaissance de l'espace roumain dont l'importance s'était accrue à cause des événements survenus.

Nos connaissances sur la mission de Seherthoss ont été jusqu'ici fort dispersées. Même ses contemporains en savaient peu et étaient réduits à des conjectures. Klapka lui-même n'en a pas parlé pas dans les écrits qui nous sont parvenus. Ainsi par exemple, dans son manuscrit *Erinnerungen aus den Jahren 1863-66* envoyé à Kossuth, il n'évoque pas ses initiatives de 1864 à Bucarest et ne mentionne même pas le nom de Seherthoss. Et pour cause : avec cette action, il avait violé les accords, fixés par écrit et tacites, conclus avec Komáromy et Csáky, ou du moins il était sorti de sa sphère de compétence. Il n'est donc pas étonnant que le 17 août 1864 Csáky ait pris acte avec quelque joie maligne de l'expulsion du comte. Seherthoss même, par ailleurs assez volubile, parle dans ses *Mé-*

moires d'une manière très succincte – et par endroits inexacte – de ses activités de 1864. En résumé, c'est le cas aussi dans l'historiographie des deux nations. À notre connaissance, seuls Márta Nagy et Jenő Koltay-Kastner parlent du séjour de Seherthoss dans la capitale roumaine en 1864. Koltay-Kastner écrit seulement qu'il a contribué « en tant qu'ami de Klapka à l'organisation d'une insurrection hongroise ». Márta Nagy dit qu'« il était allé [à Bucarest], répondant à l'appel de Klapka, et prépara les voies de l'amitié roumano-hongroise ». Les historiens roumains voient en lui une personnalité assez douteuse et supposent que son séjour à Bucarest devait être en rapport avec l'organisation des émigrés polonais, avec l'affaire Frigyesy et, peut-être, avec les projets du général Klapka.

Les documents présentés ci-dessous se trouvent, tous sans exception, dans le legs de Klapka acquis à la fin des années 1960, aux Archives nationales hongroises (ANH, R.295). Les textes écrits en langue française ont été conservés dans leur forme d'origine, sans correction d'orthographe, de grammaire ou de syntaxe. Seuls les noms patronymiques ont été rétablis.

1

Georges Klapka à Marcello Cerruti

Sans précision du lieu et de la date

Monsieur le Commandeur,

Je viens d'envoyer un des mes amis {intimes} le Comte Arthur Sehertoss avec une mission spéciale dans les Principautés danubiennes. Il s'agit de prévenir le Pce Couza [Cuza] de nos projets {de sorte qu'il se croie maître absolu de la situation ; *une autre variante :* de sorte qu'il est et reste l'arbitre… }, sans qu'il puisse se douter de nos {autres} préparatifs secrets {qui s'approchent cependant tous les jours davantage {vers leur achèvement}. Le Comte Sehertoss et un homme {de toute confiance} discret, intelligent, énergique ; je lui donne pleins pouvoirs de {traiter la} régler définitivement la question des armes mises à notre disposition en 1859 et expédiées par moi aux ports du Danube

pour être déposées dans les arsenaux Moldo-Valaques. – J'ai l'honneur de joindre à la présente la copie de la lettre que le Comte Sehertoß {devra} doit remettre {en mains propres du} au P^ce^– – Veuillez en donner, je vous prie, connaissance, au Chevalier Artom et lui dire qu'il ne s'effraye {nullement} pas du langage {que} un peu serré dont j'ai cru {bon et nécessaire de tenir} devoir me servir vis à vis d'un homme, qui, jusqu'à présent {ce jour au moins} n'a point {pas} donné beaucoup {que peu des} de preuves de sa loyauté et {de sa} sincérité. – {Nous sommes allés trop loin pour pouvoir revenir (*raturé :* reculer) sur nos pas. – Nous devons maintenant}

Le moment est venu d'aller jusqu'au bout {pour réussir ou, ce que Dieu ne veuille, pour succomber honorablement.} Le P^ce^ Couza [Cuza] a été appelé par la providence de seconder nos efforts, d'aider et de ne pas contrecarrer les aspirations des peuples Danubiens. S'il manque à cette {sa} mission {il} nous le considérerons comme un ennemi pire que l'Autriche, nous {lui} le combattrons {lui} ferons une guerre à mort et {nous] tacherons de le renverser – Toutefois {mais}, veuillez, je vous en supplie vous fier à nous {Mai} : – Nous {Je} ne compromettrons personne que nous-mêmes {excepté moi-même et ceux de mes amis qui se sont engagé de me soutenir et qui comme moi me soutiendront.} –

Il sera utile, indispensable même, que vos agents dans les Principautés ne nous refusent pas, dans la mesure licite de leurs fonctions, leur aide et appui. Je vous prie {donc} de prévenir votre consul à Galatz, ainsi que M. Strambio à Bukarest de l'arrivée de M. Seherthoss et de l'organisation secrète qui se poursuit {prépare à l'heure qu'il est} parmi les Hongrois de la Transylvanie et des Principautés Danubiennes.

Je pars demain pour Londres pour me convaincre {moi-même} de la stricte exécution de mes ordres de l'expédition des objets d'armement et d'équipement destinés aux {pour les} Principautés. Le G[1] Eber m'écrit que tout {va} marche bien, et que dans le courant du mois {encore} presque tout se trouvera en route vers le Bas Danube. – Les nouvelles {rapports} de nos agents dans {en} le Pays, en Croatie {et] en Serbie, et dans les Pays

roumains, nous donnent des nouvelles rassurantes. – Je pense de partir vers le 15 juillet pour {prendre sur les lieux même (*raturé :* en mes mains) la direction de l'ensemble} surveiller moi-même l'achèvement des {tous les} préparatifs et pour agir {par ma présence sur les esprits} plus directement sur les chefs et les forces {qui devrons} destinés à entamer la lutte {en Transylvanie}.

Je vous prie de ne {plus ajourner} pas retarder plus longtemps l'envoi des deux stationnaires avec {au moins} les six mille fusils dans leurs [?] aux embouchures du Danube. – C'est une mesure de toute urgence, dont l'omission pourrait {facilement faire avorter toute} être très nuisible à l'entreprise. – Je vous prie aussi d'écrire un mot à M. le Ministre de la Guerre, en insistant auprès de lui, qu'il veuille bien accorder aux colonels Telkesy et Mogyoródy, deux officiers hongrois en disponibilité, un congé de trois mois à cause de santé. – Le premier de ces deux officiers sera chargé de la surveillance des transports jusqu'à la frontière, le second, parlant parfaitement le serbe, ira avec quelques autres officiers en Serbie, pour y agir d'accord avec nos autres agents, sur les populations de la frontière militaire.

Je n'ai point de nouvelles encore de Caprera. Je {crois} crains que Garibaldi ne voudra se décider qu'au jours où nous lui pourrons montrer quelques chances de réussite. – Je viendrai {viens arriverai} avec le G[1] Eber dans les premiers jours de juillet à Turin pour y arranger définitivement cette affaire. Si Garibaldi vient, tant mieux, s'il se refuse malgré les promesses si formelles qu'il ma données à Clivedon [Clevedon], nous serons obligé de faire sans lui. {Nous ne pouvons plus reculer. C'est trop tard.}

Comme vous voyez, Monsieur le Commandeur, nous nous approchons {de la solution} du moment décisif. Que le Gouvernement de S. M. le Roi se tienne prêt pour toutes les éventualités. J'espère que nous réussirons {Si nous ne (réussirons) pas, la faute ne sera pas à nous.} – Nous n'avons rien négligé et nous ne négligerons rien pour vous assurez un premier succès. – Le reste dépend de la volonté de celui qui dirige les destinés des peuples. – {Échouer, serait compromis perdre

pour longtemps les chances de l'affranchissement commun de la Hongrie et de la Vénétie.}

J'aurai l'honneur de vous faire parvenir quelques lignes {de Lon[dres]} après mon retour de Londres et vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Klapka

Brouillon en français (écriture de Klapka)

2

Instructions pour le comte A. [rthur] S. [eherthoss] concernant sa mission dans les Principautés, le 13 juin 1864[1]

1. La tâche est double : il s'agit seulement en apparence d'une tâche industrielle. En réalité elle est politique et d'une grande importance !
2. Pendant tout le séjour à Bucarest personne en dehors de ceux qui sont initiés ne doivent avoir le moindre soupçon de votre tâche. La moindre négligence trahirait tout à l'Autriche.
3. Les instructions qui concernent les tâches industrielles ne seront pas abordées ici, ne suivent que les instructions politiques.
4. À Constantinople il vous est interdit de vous mettre en contact avec d'autres personnes à part (notre) homme de confiance, Monsieur Groppler, qui est un ami à moi depuis de nombreuses années (des visites chez « Moustier » et chez « Steffens[2] » sont permises). Avec Groppler vous ne parlerez que sur des généralités. Par contre, il faut recevoir de lui toutes les informations concernant le séjour du Prince Cuza à Constantinople et concernant les projets

1. *Instruktionen für den Gfèn A. [rthur] S. [eherthoss] seine Mission in den Fürstentümer betreffend. 13. Juny 1864* (traduit de l'allemand par Anat Kálmán).

2. Je n'ai pas pu l'identifier. Compte tenu de son nom et du contexte, il était peut-être un des collaborateurs de la mission britannique à Istanbul, ou un commerçant.

et les intentions de ce dernier. Pour ces informations il faut se faire introduire par Groppler chez le représentant du prince, Monsieur de Negri[3]. À celui-là il faut parler de [*mot incompréhensible*] et de l'impression que le dernier coup d'État du Prince a laissé en Europe. Il ne faut surtout pas parler de nos vraies intentions. Négri est un homme honnête, mais craintif. Il a peur des complications et d'une possible intervention russo-autrichienne.

5. Arrivé à Galatz, vous descendrez à l'hôtel d'Europe ou de Paris. Avec mon autorisation vous allez le soir rendre visite au Consul italien[4] afin d'apprendre l'adresse du lieu de séjour de « K[5]» et de « Zs[6] ».

6. Le lendemain, une rencontre secret avec « K » et si jamais il n'est pas à Galatz, avec « Zs ». Vous demandez et donnez les « signes de reconnaissance » et vous leur transmettez mon ordre en faisant attention à ne pas utiliser un seul mot écrit ou télégraphié. Tout doit se dire oralement ou en utilisant des signes

7. K-a [Kupa] devrait faire passer le message concernant la situation de notre affaire à Turin *via* le Consul à Galatz. Mais il ne faut pas trop en dire et surtout éviter de communiquer des choses inutiles et sans importance. Nous devons agir en sorte que le gouvernement italien s'attende à voir se réaliser les bonnes espérances. C'est pourquoi il faut essayer d'éviter tout ce qui pourrait les décourager.

8. Après un séjour de quelques jours et après une prise de conscience de la situation des choses à Galatz, il

3. Negri, Costache (1812-1876), diplomate, originaire de la Moldavie, qui, entre 1859-1866, était le représentant de Cuza à la Sublime Porte. Les contemporains le tenaient aussi pour le meilleur diplomate du prince roumain (*cf.* Emerit, Marcel, *Victor Place et la politique française en Roumanie à l'époque de l'Union*, Paris, 1931, p. 133., n. 1).

4. Cavaliere Vignale, voir les documents n° 1 et n° 11.

5. Hümér Kupa (Fidél Pencz, 1809-1868) était, à partir de 1859, colonel de la légion hongroise en Italie. Au printemps 1864 KIapka le charge, avec Zsurmay, de recenser et recruter les Hongrois de Moldavie et de Valachie.

6. Lipót Zsurmay, d'origine polonaise (Surmacki, Lipoty) devait en outre mettre en accord les organisations des émigrations hongroise et polonaise dans ces Principautés. Instruction de Klapka du 25 mai 1864, AN R 295, dossier 11, et R 295 dossiers 3, 8.

faut continuer le voyage vers Bucarest par la poste. Remise de ma lettre à Strambio[7] Entretien avec celui-ci. Sonder le terrain. Ne rien entreprendre, avant d'être complètement informé.

9. Dire à Strambio que le moment d'agir est venu pour la Hongrie, que les régiments de la frontière serbes et les croates sont de notre côté, que cela dépend uniquement de Cuza si le déclenchement est accélérée ou ralentie. Il faut lui (à Strambio) dire ouvertement que nous ne nous arrêtons pas à mi-chemin, que nous sommes prêts à tout. Que c'est à Kuza de décider s'il veut être pour ou contre nous. Au cas où il se décide contre nous, nous le considérerons comme ennemi mortel, comme l'ennemi des véritables intérêts de tous les pays du Danube et nous essayerons de le renverser.

10. Concernant la question transylvaine, il ne faut pas rentrer dans les détails, mais donner la promesse que cette question « *si oui ou non séparer ou unir administrativement à la Hongrie*» sera décidée après la guerre soit par la population elle-même, soit par la France, l'Italie et l'Angleterre dans leur rôle d'arbitre.

11. En ce qui concerne les Roumains de Hongrie et leur séparation, la récente session de la Diète de Pest a pris la décision suivante : *égalisation totale des droits, liberté et égalité totales pour tous les individus et les nationalités dans tous les pays hongrois.* Cela est l'unique fondement sur lequel peut être érigé notre futur État, s'il ne doit pas dès le début porter en lui le risque de sa propre désintégration.

12. À Bucarest vous aborderez les affaires politiques seulement avec Strambio, avec Baligot de Bayne [Beyne[8]] (secrétaire privé du prince), Demitri Creczulesco [D. Creţulescu] (son adjoint et homme de confiance). Si possible soyez en contact avec le Pre-

7. Annibale Strambio, consul italien à Bucarest.

8. Beyne, Arthur Baligot de (†1892), journaliste et diplomate français. Recommandé par C. Negri et V. Alecsandri, il entre au service de Cuza en octobre 1860. Par la suite, il est chef du cabinet du prince roumain (*cf.* Bossy, *op. cit.*, p. 15-16).

mier ministre Cogolitschano [Kogălniceanu], mais principalement avec le Prince.

13. Vous ferez des recherches sur les partis politiques et leurs buts, mais vous devrez à tout prix éviter de vous mêler à leurs intrigues et leurs intérêts particuliers.

14. Parler un langage poli, respectueux, mais sérieux et déterminé avec le Prince. Si nécessaire il faut hausser le ton et s'il n'y a pas d'autres moyens il faut passer à la menace avec l'aide de Baligot et de Crecsulesko. Vous attendez mon arrivée avant d'entamer la dernière phase des négociations, afin que je puisse mettre la pression.

14. [*sic*] Crecsulesko a besoin d'argent et Baligot aussi. Vous promettez à chacun 1 000 ducats, s'ils font avancer l'affaire chez le Prince et s'ils sont capables d'en obtenir un résultat heureux.

15. Vous nous informez régulièrement sur les différentes tournures des entretiens télégraphiquement par Strambio ou par des messages chiffrés [9]. Étant donné que je quitterai Genève le 12 juillet, *après* le 15 juillet seulement par Strambio [c'est-à-dire *pas* par des messages chiffrés].

16. Vous n'entretiendrez pas de rapports avec les Comités à Galatz, à Bucarest, etc. [*phrase incompréhensible car incomplète*]. Évitez toute conversation politique avec ces Messieurs à l'exception K-a [Kupa]. Et si Buda [10] se montre pareil, alors aucune discussion avec lui.

17. Appuyez vous surtout sur l'influence du consul général italien. Rien dire au consul français. Celui de

9. Voir le document n° 4.

10. Chargé d'affaire à Bucarest du Comité national hongrois, mais dont la mission n'a pas été pourvue d'un rang « officiel ». Il est démontré qu'à partir de 1865 il était, même formellement, un délateur payé. Selon l'avis de l'historien roumain Gh. Duzinchevici, fondé sur des données archivistiques polonais, Buda était un agent de Cuza qui avait dénoncé Frigyesy.

Iassy [11] est bien, celui de Bucarest [12] est notre ennemi.

18. Dès mon arrivée à Galatz je transmettrai la nouvelle à Strambio. Il faut que je le rencontre tout de suite.

19. Kuza ne doit pas avoir le moindre soupçon que nous disposons aussi d'autres moyens. Informez-moi tout de suite s'il accepte ma demande afin que je puisse prendre les dispositions nécessaires au sujet du transport. Dans ce but, je vais dès à présent envoyer le colonel Telkessy, un officier d'artillerie très compétent, à Bucarest pour le 1er juillet ; c'est avec lui que peut s'entendre le représentant du Prince. Telkessy va vous contacter dès son arrivée à Bucarest.

Le 13 juin 1864

P. S. Pour la négociation il y a quatre phases à respecter :

La *première* se limite à une demande de soutien. On lui dit que la Hongrie se montrera reconnaissante, ainsi que la France et l'Italie. Ici il faut éviter toute menace.

La *deuxième* s'appuie sur la menace que s'il nous laisse tomber et ne tient pas la parole qu'il nous a donnée, il s'aliénera à coup sûr l'Italie et très vraisemblablement la France.

La *troisième* tourne autour d'une menace plus sérieuse. En cas de refus de la part du Prince d'admettre la justesse de mes exigences, je me verrai dans l'obligation de faire connaître à mes amis politiques et à mon pays son comportement, en portant devant le public tous les documents et preuves.

La *quatrième* et dernière, décisive est celle d'une rupture ouverte, d'une rupture totale à vie, car dans ce

11. Son nom est Charles Tissot. Au printemps 1863, il remplaça Victor Place qui avait occupé ce poste entre 1855 et 1863.

12. Son nom est Jean-Henri Tillos. Une éducation reçue en Allemagne a probablement contribué au peu de compréhension qu'il avait des manœuvres diplomatiques de Cuza.

cas il [Kuza] sera considéré par nous comme l'ennemi le plus dangereux et le plus nuisible de la Hongrie.

Document original en allemand (écriture de Seherthoss)

3

Georges Klapka à Alexandru Ioan Cuza

Paris, le 15 juin 1864

Altesse,

Quinze ans se sont écoulés depuis le jour néfaste de Világos qui a mis fin à l'existence politique de la Hongrie. Parmi les chefs qui ont survécus à cette catastrophe et qui ont, repris l'œuvre si tristement interrompu par l'intervention russe en 1849, il me fut réservé un rôle actif, si non le plus actif des tous.

Dans l'accomplissement de cette tâche, et honoré de la confiance des deux gouvernements de France et d'Italie, je dus deux fois me rendre dans les Principautés unies, la première fois avant la campagne d'Italie de 1859, la seconde fois dans l'hiver de 1860 à 1861, pour y conférer avec V. A. sur l'aide et le concours indirecte que nous Lui demandions. V. A. m'a bien voulu accorder un accueil bienveillant, et Ses promesses, pleines de sympathie pour la cause hongroise, me sont restées comme un gage précieux d'un meilleur avenir pour tous les pays danubiens.

V. A. s'exprima dans ce même sens dans Sa lettre adressée à l'empereur des Français, lettre qu'Elle a bien voulu me confier pour la remettre entre les mains de S. M. à mon retour à Paris, et dont les dernières paroles étaient : « Je charge le Général Klapka de faire connaître en détail à V. M. les points qui ont été arrêtés entre nous et dont l'exécution, conduite avec prudence et énergie, lorsque les circonstances le permettront, servira à assurer d'une manière définitive le sort de tous les États danubiens. »

Confiant dans ces assurances positives et formelles de V. A., j'avais cru, en bon patriote hongrois, pouvoir urger en 1859 l'expédition à Galatz des 25 000 fusils que

les gouvernements alliés avaient mis à notre disposition en vue d'une insurrection en Hongrie. J'agissais ainsi dans la ferme conviction que ces armes ne sauraient jamais être employées autrement que dans l'intérêt commun des pays danubiens, et spécialement dans le nôtre.

Après la paix de Villafranca, toute tentative armée de notre part contre l'Autriche a dû être ajournée, et nous eûmes soin (le Comité hongrois d'alors) d'arrêter avec l'agent plénipotentiaire de V. A., M. Jean de Ballatschano, une convention spéciale relative à l'emploi ultérieur de ces armes, et lorsque plus tard, par suite de leur cession officielle à V. A., la validité de cette convention fut mise en question, V. A. me réassura complètement en me disant, le 9 janvier 1861, en présence de Consul de France que toujours nous pourrons compter sur une portion considérable de ces armes au moment où les circonstances nous permettraient d'engager la lutte contre l'Autriche en Transylvanie.

V. A. me permettra de Lui exprimer, avec le plus profond respect, le douloureux étonnement que j'éprouvais lorsque, quelque temps après, le Chevalier Benzi nous informa du changement qui se serait opéré dans l'esprit de V. A. à l'égard de cette transaction. Mais plus péniblement encore fus je surpris en apprenant les paroles que, selon un bruit accrédité dans certains cercles diplomatiques, V. A. aurait prononcé dans une toute récente occasion. Vous auriez dit, Monseigneur, prétend-on : « Que les Hongrois se trompent s'ils comptent sur ces fusils, qui serviraient plutôt un jour à faire tuer autant de Hongrois. » Non, V. A. n'a pas pu prononcer ces paroles ! Je me refuse et me refuserai toujours à croire !

Depuis trois ans cette question d'armes ne fut plus discutée. Il m'a paru inopportun d'y revenir, vu qu'un seul événement en Hongrie ne peut et ne doit se faire que d'accord avec Italie, et que jusqu'ici le gouvernement Italien ne jugea pas encore assez avancé les préparatifs pour une entrée en campagne contre l'Autriche avec ses propres forces.

Aujourd'hui la situation n'est plus la même. En Italie comme chez nous on est convaincu que d'ajourner plus longtemps l'action contre l'ennemi commun, ce serait le rendre plus fort, et nous priver des chances sur les-

quelles nous pouvons compter actuellement. Le moment est donc venu où nous devons avoir recours à l'insurrection contre l'Autriche pour reconquérir notre indépendance.

V. A. Elle-même a dû éprouver, tout récemment encore, les empiétements du gouvernement autrichien sur les affaires intérieures des Principautés unies. À Vienne les journaux regorgent d'insultes et de menaces contre la personne de V. A. et contre les dernières mesures politiques qu'Elle avait cru devoir adopter dans l'intérêt de Son pays, sont taxées par eux comme mensongères et usurpatrices.

Dans ce moment suprême je viens de m'adresser à V. A. avec plus d'insistances que jamais, pour La supplier de vouloir bien nous faire livrer les armes en question. Nous commencerions immédiatement leur transport aux endroits à fixer du consentement de V. A. dans les forêts et montagnes le long de la frontière transylvaine.

Personne n'a plus d'intérêt que moi et mes amis de garder scrupuleusement le secret de cette opération. Aussi V. A. peut se fier à ma parole : rien ne transpirera des dispositions et de l'appui indirect qu'Elle voudra bien nous prêter, ni avant ni après notre guerre contre l'Autriche. V. A. ne court donc aucun risque de se voir compromise par nous.

Nous ne demandons de V. A., que ce que les Autrichiens eux-mêmes ont accordé aux Polonais en Galicie pendant la première période de leur insurrection : la faculté d'établir quelques communications à travers les Principautés et de pouvoir y réunir tout discrètement et en silence les armes dont nous avons besoin.

La présente lettre sera remise à V. A. par le C^{te} Arthur Seherthoss, un des mes anciens compagnons d'arme, mon ami intime et exilé comme moi. Il est en même temps charger de donner à V. A. tous les renseignements désirables, et de s'entendre avec la personne que V. A., désignera pour fixer les détails et les mesures de précautions exigées par la nature de l'entreprise.

L'occasion qui se présente maintenant, est peut-être la dernière pour longtemps pour la Hongrie, la Transylvanie et la Croatie de secouer leur joug commun, et la

dernière aussi pour les autres pays danubiens de pouvoir conjurer le danger de leur absorption éventuelle par l'élément germanique ou russe. C'est à Vous, Monseigneur, qui vous tenez sur le Danube la clé de la situation entre Vos mains, d'en décider des immenses intérêts qui se trouvent enjeu. C'est à Votre Altesse de choisir entre l'alternative de conserver sur les frontières de Ses états un gouvernement hostile et menaçant, ou de contribuer à se créer des voisins reconnaissants, désireux à sceller une alliance fraternelle avec la Roumanie comme garantie réciproque de leur avenir.

Il est bien certain que la résistance passive que la Hongrie a opposée jusqu'à ce jour à l'Autriche, ne saurait plus être continuée sans exposer le pays à une complète ruine morale et matérielle. La Hongrie n'aura bientôt d'autre choix, que la lutte ouverte, ou un compromis avec la Dynastie viennoise. Si, ce que Dieu préserve, V. A. nous refusait Son appui indirect dans la tentative de délivrance que nos devoirs nous imposent, et si, par suite de ce refus, notre pays était forcé de renoncer à ses plus saintes et ses plus chères aspirations, ne pouvant pas, avec succès, engager la lutte armée, il ne lui resterait plus d'autre choix, que de faire sa paix avec l'Autriche. Dans ce cas l'Italie aussi serait forcée d'ajourner à une meilleure époque l'affranchissement de la Vénétie, et d'entrer dans une politique de paix et de transactions diplomatiques, pour ne pas épuiser infructueusement ses ressources financières. Certes les malheureuses conséquences d'une telle situation ne frapperaient pas moins la nation roumaine que la nation hongroise.

Que V. A. daigne penser au verdict de l'histoire qui serait infailliblement prononcé contre celui qui en refusant le beau rôle que la providence lui avait assigné et l'occasion de rendre son nom glorieux à tout jamais, aurait volontairement amené un résultat si funeste à la liberté et à l'avenir de deux braves peuples.

Mais rien ne m'autorise à croire à une pareille éventualité, et j'ai, au contraire, une confiance entière dans les décisions que le haut patriotisme et les souvenirs des promesses données feront prendre à V. A.

C'est avec cette confiance, que je La prie instamment d'accorder un bienveillant accueil à mon représentant le C^te^ A. S., et j'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect de V. A.

Copie de la lettre du général Klapka au Prince Cuza (écriture de Seherthoss)

4

Chiffres pour le C^te^ A. S.

I. Noms propres

Balatschano Jean	Sigismond	50
Gogolitschano	Reynier	51
Prince Couza	Oszwald	52
P. Stourdza Grégoire	Andrée	53
Golesko Nicolas	Charles	60
Golesko Étienne	Louis	64

Golesko Alexandre (noir)	Bernard	65
Golesko Alexandr (blond)	Bertram	67
Rosetti	Matthias	70
Cretzoulesko Demitri	Michel	71
Cretzoulesko Nicolas	Adolphe	72
Chef du Cabinet du Prince	Ferdinand	73
Ministre de la Guerre	Jean	74
Ministre de l'intérieur	Ladislas	75
Consul de France	Hugo	22
Consul de Russie	Martin	33

Consul de l'Italie	Victor	44
Consul de l'Autriche	Norbert	55
Consul de l'Angleterre	Pascal	66
Consul de Prusse	James	77
Consul d'Italie à Galatz	François	88
Les Hongrois	Paul	90
Les Polonais	Virgin	92
La Russie	Lambert	93
L'Autriche	Northon	94
L'Italie	Rombo	95
La France	Allard	96
L'Angleterre	Pirker	97
La Turkie	Pierre	98
Moi (en parlant de moi comme d'une tierce personne)	Ernest	100
Moi (signature d'une dépêche composée *exclusivement* « de phrases »	Emannuel	200
Moi (signant une dépêche *sans* « phrases », ou au moins en partie seulement)	Egbert	300
Hongrie	Baida	350
Transylvanie	Bolisko	400
Braila	Belm	410
Galatz	Galuda	420
Iassy	Jasima	430
Bukarest	Bukno	440
Constantinopel	Colipand	450

Fiume	Filard	460
Croatie	Coralla	470
Servie	Sello	480
Garribaldi	Harry	490
Kupa	Johnston	500
Zsurmay	Godfrey	550

Fragment de document en français (écriture de Seherthoss)

5

Le comte Seherthoss au général Klapka

Constantinople

Le 26 juin 1864

(Hôtel Missiris)

Mon Cher Général,

En arrivant ici hier matin à 7 heures, j'ai examiné encore une fois la lettre de M. J. Fazy à votre adresse, et je me suis aperçu, à mon grand désappointement, qu'elle ne pourra guère me servir utilement pour entamer les négociations relativement à l'emprunt. M. Fazy y dit expressément « que la Banque générale suisse » enverra « prochainement les conditions de l'emprunt au Prince Couza », et il vous prie seulement d'appuyer, par votre influence dans les Principautés, le projet en question.

Que dois-je donc répondre, si l'on me demande pourquoi je n'ai pas apporté, moi-même, ces conditions ? Veuillez avoir l'obligeance de me faire parvenir là-dessus, et le plus vite possible, des instructions précis. Peut-être vaudrait-il le mieux si la Banque g. s. me faisait parvenir à Bukarest (poste restante) directement les conditions de l'emprunt, pour les transmettre au gouvernement moldo-valaque.

J'ai vu M. Lebel, – et lui ai dû remettre la lettre pour Groppler, ce dernier se trouvant à la champagne à une journée de distance d'ici. Madame Groppler est à Cracovie. M. Negri, lui aussi est absent ; il est parti pour Bukarest avec le Prince.

N'ayant désormais pu rien faire dans l'intérêt de l'opération financière que nous poursuivons, j'ai été voir quelques membres de la diplomatie que je connais de vieille date. On m'a procuré une invitation pour la grande fête qu'Ali Pascha donnait hier soir à sa maison de campagne à Bebek, à l'honneur de l'anniversaire du Sultan, et on m'a présenté à S. A.

Cette fête était très splendide. J'y ai recueilli quelques renseignements politiques qui, s'ils ne se rapportent pas directement à notre opération financière, ont néanmoins quelques intérêts, et je vous demande la permission de vous les esquisser.

Le Prince Couza, qui craignait que son coup d'état n'amène une intervention de la part de l'Autriche et de la Russie, était venu ici pour obtenir la sanction de la Porte, et il y a réussi complètement, y étant fortement soutenu par la France. Il a adressé une lettre à toutes les grandes puissances pour justifier sa conduite, et à l'heur qu'il est, le prince est en droit d'espérer une solution satisfaisante pour lui. Comme preuve de ceci, et en même temps comme preuve de la maladresse de certains agents diplomatiques roumains, je vous citerai une conversation qui a eu lieu hier soir à la fête d'Ali Pascha.

M. Negri, en partant, avait laissé ici M. Bordéano comme agent diplomatique pour les Principautés. M. Bordéano se rencontrait hier soir avec le conseiller de la légation de Prusse qui le félicitait de la bonne tournure qu'avait pris l'affaire de Prince Couza, et en lui disant « nous en sommes charmés ». M. B. répondit gaiement : « Oui, nous nous sommes entendus complètement avec la Porte, et maintenant nous nous moquons du reste. » L'autre était très choqué de cette réponse, et disait qu'il ne permettait pas qu'on lui tint pareil language et qu'il s'en plaindrait même à son ministre, ce qu'il fit de suite malgré les excuses tardives de M. B. – Un quart d'heures plutard le C^{te} Brassier

accosta M. B. et lui fit une leçon comme à un écolier. – Est-ce que c'est que M. Bordéano est un homme si maladroit, ou avait il tenu ce langage à dessein ? – je l'ignore.

Je pars demain à midi pour Galatz avec un paquebot français, et je pense être à Bukarest vers le 5 du mois prochain. Je vous donnerai avis de mon arrivée par le télégraphe, et espère que vous pourrez vous arranger avec la Banque gén. suisse de la sorte pour me rendre ma tâche plus facile. Agréez, mon cher Général, l'expression réitérée de mes sentiments les plus sincères et de mon entier dévouement.

P. S. *Lundi matin.* Il paraît, que c'est la Princesse de Samos (femme du gouverneurs de Samos) qui fait ici beaucoup en politique et – pour des bonnes raisons, des raisons *sonnantes.* On me dit que c'est elle qui avait travaillé ici pour Couza, ce que lui rapporterait beaucoup d'argent. Elle faisait les honneurs à la fête d'avant hier. Je lui ai été présenté, et je connais beaucoup son beau-frère, Aristarchi, ministre de la Turquie à Berlin.

M. Brassier St. Simon m'avait invité à dîner hier soir. En parlant de mon voyage à Bukarest, j'avais dit que j'y allais dans l'intérêt d'une spéculation (achat de terrain) que je faisais d'accord avec la Banque g. suisse. « Je regrette, me disait-il, que ce n'est pas l'emprunt hypothécaire sur les KIostergüter dont vous vous occupez, car ça nous tirerait joliment d'embarras. »

Il paraît donc que l'on *désire* ici, en certains cercles au moins, que cet emprunt se fasse.

Lettre originale en français de Seherthos

6

Le comte Seherthoss à Klapka

Bucarest, le 7 juillet 1864

Mon cher Général,

Je profite de l'occasion du prochain départ de M. de Gresti, pour vous faire un premier rapport sur mon voyage et sur les impressions que j'ai eu ici.

Vous aurez reçu de moi une lettre que j'ai donné à la poste à Constantinople, sous plis chargé, le 27 du mois passé ; ensuite une télégramme de Galatz en date du l^{er} cour. ; et enfin une télégramme qui vous a été expédié par l'intermédiaire du Chev. Strambio.

Arrivé ici le 2. Juillet dans l'après midi, je me suis rendu de suite chez M. le Consul général d'Italie et je lui ai remis votre lettre. M. Strambio m'a accueilli d'une manière très bienveillante et sympathique. J'ai pu me convaincre bientôt qu'il possède une parfaite connaissance de la situation et des hommes dans ce pays, et grâce à lui je fus mis au courant sans retard.

L'arrestation de Frigessy [Frigyesy] – qui avait eu lieu huit jour avant mon arrivée – avait fortement agité les esprits à Bukarest, et le Prince et son gouvernement se trouvaient fort mal disposés envers nos conationaux. Dans cette occurrence je me croyais donc obligé à Vous demander de nouveaux ordres avant de faire une démarche quelconque. Je le fis par le télégramme du 3. cour.

Je vais vous dire d'abord, Général, ce que je sais sur l'affaire Frigessy. Déjà M. Z[surma]y m'avait dit qu'il avait appris qu'un certain Frigessy s'était rendu à Iassy, qu'il avait parlé de vouloir préparer des logements pour cinq mille hommes qui devaient marcher contre l'Autriche, etc. K[up]a avait eu, peu de temps après, une entrevue avec Keresztényi (Santás) – qui est arrêté aussi, à l'heure qu'il est – et celui-ci lui avait parlé de Frigessy en disant « que c'est un autre parti que le votre » qui prépare ce levée de boucliers. Quant aux détails de l'arrestation de Frigessy, vous les trouverez probablement dans le rapport de M. Strambio à son gouvernement,

et mieux que je ne saurais pas vous les donner. Je me borne, par conséquent, à Vous dire l'essentiel, c'est que l'on n'a rien trouvé dans les papiers de Frigyessy qui accuserait une connexité entre lui et nous, il résulte, au contraire, de ses papiers, que c'est de Londres, du parti Mazzini, que Frigessy recevait ses instructions et l'argent. Il s'y trouve, à ce qu'il paraît, aussi une note dans laquelle il est dit : « Que si Klapka persiste à refuser le commandement, c'est Türr' qui le prendra. » Garibaldi y figure aussi, mais à ce qu'il semble, il aurait fait plutôt des vœux que des promesses positives. Qu'y a-t-il de sérieux dans les menées de Frigessy ? Pour le compte de *qui* a-t-il travaillé en vérité ? Je l'ignore, mais ce que ressort d'une manière très clair, c'est qu'il a agi follement, et je suis heureux que rien ne fait supposer que Frigessy était un agent de Vous, car cette circonstance me permet d'espérer que nous pourrons poursuivre quand-même l'exécution de nos projets, et avec chance de succès.

L'irritation du Prince et de son entourage est, du reste, facile à comprendre, si l'on sait que Frigessy avait été signalé au gouvernement roumain comme voulant éventuellement attenter aux jours du Prince Couza – accusation qui me paraît assurément porter à faux, aussi exalté que l'on puisse supposer Frigessy. Ce qui d'ailleurs avait encore contribué à faire de mauvais sang dans les cercles gouvernementals [*sic*] contre les Hongrois, c'est que cet enragé a parlé, autant verbalement que dans ses écrits, avec un profond dédain de la race roumaine. Il a donc agi justement à l'encontre des principes de conciliation et de fraternité que vous avez, vous, inscrit sur votre drapeau ! La première émotion passée, le Prince s'est prononcé d'une manière plus équitable à l'endroit des Hongrois. Il paraît avoir dit aussi qu'il n'abandonnerait point la juste cause des nationalités opprimées, seulement il ne pourrait pas mettre à ce que l'on le précipite inconsidérément dans des complications qui pourraient lui couter le trône. Quelques jours après, il a paru dans le journal officieux un article qui varie le même thème, en parlant avec une certaine sympathie des nationalités hongroises et polonaises. La conclusion porte : à ce que la Roumanie

veut bien être pour ces deux nationalités, « ce que la Sardaigne était pour l'Italie », à condition toutefois que l'on la traite en État indépendant et que l'on s'entende d'avance avec elle.

Sans vouloir attacher trop de croyance à la sincérité de ce langage, on ne saurait cependant lui refuser le mérite d'une certaine modération, et il sera peut-être permis d'en insérer le désir du Prince à ne pas rompre entièrement avec la cause libérale en Europe. Ce qui vient à l'appui de cette supposition, c'est que le Prince s'est plaint à plusieurs reprises et à haute voix, de ce que les Hongrois n'ont pas, comme les Polonais, accrédité auprès de lui un agent diplomatique qui le tiendrait au courant des choses et qui pourrait se concerter avec lui en cas de besoin.

Dès que je connaissais la situation, je ne pouvais pas avoir des doutes que le moment était peu propice pour entrer en négociations avec le Prince. L'irritation de S. A. était trop vivace, et la méfiance à l'égard des Hongrois trop fraîchement éveillée pour que j'aurais pu espérer un bon résultat. Je me décidais donc à ne rien faire sans avoir un nouvel avis de votre part. Mais faut-il renoncer pour ça à nos dessins ? Je crois que non, et je vous ai indiqué cette conviction dans le même télégramme du 3. cour. dans lequel je vous ai demandé des nouvelles instructions. Tout en voyant la nécessité d'agir avec beaucoup de circonspection, je ne vois point dans l'incident Frigessy un obstacle sérieux à la poursuite de vos projets ; bien au contraire, cet incident peut même nous *aider* jusqu'à certain point si nous savons à le mettre à profit.

Voici, en peu de mots, le développement de ma pensée, qui est aussi entièrement partagée par M. Strambio. Le Prince Couza règne aujourd'hui en maître *absolu* dans les Principautés, et il *n'existe*pas dans le pays un parti – de l'aveu même de l'opposition – qui pourrait, présentement, vouloir tâcher à le renverser. Le Prince, plus fort que jamais depuis son retour de Constantinople, écraserait facilement, à l'aide de son armée et des paysans, toute tentative révolutionnaire. Nous ne pourrions donc, j'en suis intimement convaincu, n'espérer aucun succès nous aussi sans entente préalable avec lui. Vos

plans, Général, ayant été basés en principe, et dès le commencement, sur une telle entente, se trouvent donc heureusement en parfaite harmonie avec la situation, et rien n'empêche à ce que vous m'autorisiez à commencer les négociations d'après le sens de mes premières instructions, sauf à pouvoir y introduire les modifications nécessitées par les circonstances. – Dans ce cas je remettrais sans retard votre lettre au Prince, et je lui tiendrais à peu près le langage suivant : Je m'appuierais sur les raisons d'état que vous faites valoir dans votre lettre, et sur les promesses formelles qui nous *ont* été données, je m'efforcerais à lui prouver que *nous* ne méritons point le reproche de vouloir travailler à son insu et à son détriment, mais que nous désirons agir d'accord avec lui et autant dans son intérêt que dans le nôtre ; que l'on ne peut pas vouloir vous rendre responsable de la folie et de la culpabilité – pourvu qu'il *y ai* eu vraiment culpabilité dans les dessins de Frigessy – de la culpabilité dis-je de quelques écervelés, mais, qu'au contraire, ces menées des comités de Londres (le Prince les craint et les déteste par-dessus tout) doivent être une raison de plus pour lui à vous tendre franchement la main à Vous, sans quoi il restera continuellement et personnellement en butte aux attaques des parties extrêmes de toute l'Europe ; et comme le Prince se vante souvent d'être le représentant des idées napoléoniennes en Orient, le lieutenant de l'empereur, qu'il s'inspire de son exemple : qu'il agisse vis-à-vis de la Hongrie, après l'arrestation de Frigessy, dans le même sens (les proportions gardées) comme Napoléon III avait agi vis-à-vis de l'Italie après l'attentat Orsini. – Je pourrais faire observer à S. A. qu'elle risque actuellement d'autant moins de se compromettre avec nous, que la vigueur dont son gouvernement a fait preuve par cet acte de quasi-hostilité envers la Hongrie, rendrait le Prince peu suspect aux yeux des Puissances d'avoir – immédiatement après – consenti à Vous laisser faire, Vous. Ce langage pourrait peut-être ne pas rester sans succès, sur l'esprit du Prince.

Je vous prie, cher Général, de m'informer par télégraphe si vous approuvez la ligne de conduite que je propose. En cas de l'affirmative, veuillez m'autori-

ser aussi à pouvoir accepter les armes que je réclame au Prince à titre d'emprunt, éventuellement avec la promesse d'obtenir de Turin plus tard le double du nombre ; c'est une mesure de précaution de ma part, car j'ai entendu dire que le gouvernement roumain achète continuellement des armes, ce que prouve que l'on ne croit pas d'en avoir de trop.

Il y a cependant une circonstance qui nous engage de marcher sur ce terrain déjà si glissant ici, avec une prudence extrême et de redoubler nos efforts pour nous assurer le succès, c'est le revirement subit et complet qui s'est opéré vers le milieu du mois passé dans les relations entre l'Autriche et le Prince Couza, et dont vous aurez déjà connaissance. Les témoignages de cordialités et d'intimités qui ont été échangés à Constantinople entre le Prince et l'internonce d'Autriche, ne font que trop présumer que des promesses de bon voisinage ont été donnés réciproquement, sinon quelque chose de plus. Nous devons, par conséquent, être sur nos gardes plus que jamais pour ne pas tomber dans un guetapens, et nous aurions grandement besoin – pour nous assurer de la sincérité du Prince – de pouvoir à notre tour lui faire des promesses, autant pour le rassurer par rapport à sa sécurité, que aptes à satisfaire son ambition. Quant à ce dernier point vous examinerez ce que l'on pourrait faire espérer à cette Altesse, ou vous le laisserez à ma responsabilité à moi, vous réservant de pouvoir me démentir après coup. Mais quant au premier, il serait d'une importance capitale si l'on pouvait, à défaut d'un mot du gouvernement français lui-même, obtenir au moins une lettre du Prince Napoléon et écrite dans un sens pour tranquilliser les appréhensions du P[rin]ce Couza à l'égard des suites qu'une invasion austro-russe pourrait avoir pour lui.

Par rapport à ma propre position ici, rien ne pourrait contribuer autant à m'assurer un bon accueil et la Confiance du Prince, que si je pouvais réellement et serieusement traiter de l'emprunt avec lui, cet emprunt étant présentement sa plus sérieuse occupation. Quelle importance on attribue généralement à cet emprunt, et particulièrement ceux qui veulent du bien au prince Couza, Vous pouvez le juger par les paroles que

le ministre de Prusse à Constantinopel m'a chargé de rapporter à S. A. : « Dites au Prince, me disait le C^te^ Brassier St. Simon, que je lui conseille grandement de conclure vite l'emprunt à tout prix, et d'en finir avec le clergé, car pour le Prince l'importance n'est point dans la question d'argent mais dans la question *politique* ; la Russie, si on lui laisse le temps, parviendrait de renverser de nouveau les arrangements actuels, y étant trop intéressée puisqu'elle se regarde comme l'héritier futur des Principautés ou au moins de la Moldavie. » Malheureusement je me vois échapper cette chance. M. Tillos, le Consul général de France – auquel j'avais cru devoir faire une visite de politesse – et qui m'a questionné d'une manière presque indiscrète pour savoir la nature de l'opération financière ou industrielle que je cherchais à faire ici, m'a parlé d'un M… (le nom m'est échappé) qui serait arrivé tout récemment à Bukarest chargé d'une mission de la part du crédit mobilier de France, et étant en rapport avec M. James Fazy. Il est à supposer que ce Monsieur est porteur des conditions de l'emprunt que M. Fazy, selon la lettre de lui que vous m'avez remis, devait envoyer ici. S'il en est ainsi, ce serait un démenti complet pour moi, si je me disait, de mon côté, chargé de ces négociations. C'est bien regrettable, mais je me verrais obligé, par conséquent, de m'abstenir de toute démarche à cet égard.

Quant aux personnes qui auraient une influence tant soit peu marquée sur les décisions du Prince, il n'en existe pas. Il serait cependant désirable de nous assurer le bon vouloir de M. Gogolitschano [Kogălniceanu] et de M. Baligot. Je ferai tout mon possible pour y arriver. Crecsulesco [Creţulescu] est parti pour l'Italie ; il n'a aucune influence, à ce que l'on m'assure. Son excellente femme est morte, ce que je déplore, et pour elle, et pour moi, puisque sa maison aurait pu être pour moi à la fois une ressource sociale et un appui. J'ai vu Jean Ballatschano [Ion Bălăceanu] mais pour différentes raisons j'ai cru prudent de me tenir un peu à la réserve ; il doit partir prochainement pour la Suisse pour y rejoindre sa femme. Il me paraissait un peu gêné de ma

visite ; peut-être a-t-il cru se compromettre avec moi, car tout Hongrois est suspect à l'heure qu'il est.

Voici les renseignements que j'ai pu me procurer sur quelques-uns de nos compatriotes habitant le pays. Buda a passé définitivement dans le camp autrichien. Le consulat d'Italie lui a retiré formellement sa protection, principalement pour les raisons suivantes : 1., Toutes les relations de Buda avec Turin et avec le Comité hongrois, mêmes les plus secrètes, ont été toujours et immédiatement connues par le Consulat d'Autriche, et le Baron Eder en faisait part lui-même au Chev. Strambio, en riant ; 2., il s'était offert à Brancovano ce partisan dévoué de l'Autriche, pour découvrir l'assassin de Catardji, et a touché de l'argent dans ce but ; 3., il était compromis dans l'affaire de Nagy, pour la fabrication des faux billets de banque ; 4., il sert la police de Bukarest « en bon Roumain », ce qui est attesté par le préfet de police même. Actuellement il se trouve pas loin d'ici, ayant pris une grande ferme sur la *garantie* de Brancovano. Séres également a pris une mauvaise tournure, et on l'a rayé de la liste des protégés de l'Italie. Il a été accusé de recel d'objets volés, on le désigne ouvertement comme un espion de l'Autriche, et il fait de fréquents voyages en Hongrie sans éprouver la moindre difficulté. Sur Veres je sais seulement qu'il a un passeport autrichien. Vidacs, on le soupçonne un peu, mais il n'y a pas de preuves contre lui, et il me semble que l'on a mal fait à Galatz de le négliger.

Permettez moi maintenant, mon cher Général, de vous dire quelques mots par rapport à une affaire dont je n'ai point, à vrai dire, à m'occuper, mais qui intéresse trop notre cause et le succès de vos plans, pour que je puisse la passer entièrement sous silence, c'est l'organisation. À moins que je ne me trompe tout à fait, peu ou rien est fait sous ce rapport à Galatz. On est allé en tâtant, et, de crainte de voir trahi se secret, on n'avait pas même encore dressé une liste des noms, et on en connaissait à peine quelques uns. J'ignore s'il en est autrement ici, où est le centre de la population magyare. D'ailleurs, jusqu'ici je n'ai pas encore rencontré beaucoup de monde de notre nationalité que je croirais apte et désireux à se faire soldat. Je vous dis ça dans

l'intention de nous préserver d'illusions possibles ; mais certes, j'ai vu encore très peu ici, et puis me tromper. Du reste le malheur ne serait pas grand si vraiment l'organisation n'était pas si avancée comme vous l'avez cru, pourvu que nous réussissions sans retard d'amener le Prince à bonne composition, non seulement pour la livraison des armes, mais aussi pour une tolérance tacite relativement à un recensement à faire. Il suffirait que le ministre de l'Intérieur et le préfet eussent l'ordre de permettre à une demi-douzaine d'hommes (qui précéderaient votre arrivée de huit jours) à dresser une liste de tous les Hongrois de 18 à 40 ans « pour les engager pour la colonisation en Mexique ». On saurait alors, à peu près, ceux qui sont aptes à porter les armes. Le moment d'agir venu, trois jours encore suffiraient pour savoir ceux qui sont disposés à marcher, et pour les rassembler. Ça me paraît à moi – qui suis sur les lieux – le seul moyen sûr et pratique d'arriver promptement au but, tout en évitant autant que possible l'ébruitement prématuré de notre action.

Si le tableau que je vous ai tracé dans cette lettre, n'est peut-être pas tout à fait conforme à vos désirs, je le crois du moins conforme à la vérité, et j'ai cru que mon premier devoir était de vous rapporter consciencieusement mes impressions et mes convictions. Vous déciderez ce que vous jugez à propos de faire.

Je suis descendu à l'Hôtel Hugues, le premier (et le seul convenable) qu'il ait ici. Je ne puis guère penser à prendre un logement garni, d'abord puisque l'on n'en peut pas avoir pour moins de trois ou quatre mois, et puis pour ne pas éveillé d'avantage l'attention de la police. Je sais que l'on s'est déjà informé dans quel but je pouvais être venu, si c'était « en voyageur » ou pour affaire. Ne pouvant pas parler emprunt, c'est donc en « voyageur » que je suis ici. Mes papiers, je les ai déposé en lieu sûr, comme s'était convenu. Il va sans dire que je n'ai point remis votre lettre à M. Baligot, vu que vous y parlez non seulement de l'emprunt, mais de mon autre « mission importante ». J'attendrai donc l'arrivée de vos ordres, que j'espère avoir en quelques jours.

En résumé, voici les questions sur lesquelles je vous prie de me fixer au plutôt possible :

1. Faut-il commencer les négociations, et remettre votre lettre au Prince ?
2. Approuvez-vous l'ordre d'idées dans lequel je me propose de lui parler, et le point de vue auquel je voudrais me placer ?
3. Êtes-vous à même de procurer au Prince des assurances satisfaisantes par rapport à sa sécurité personnele en cas d'invasion étrangère ?
4. Enfin, me chargez-vous de lui parler de l'opportunité d'un recensement des Hongrois, et de lui en demander son consentement, respectivement sa coopération secrète ?

Espérant que le présent exposé vous parviendra à temps à Turin et qu'il puisse contribuer à vous éclaircir sur la véritable situation, je vous prie, mon cher Général d'agréer l'assurance réitérée de mes sentiments distingués et de mon entier dévouement.

Seherthoss [Arthur]

M. le Général Klapka à Turin

Bukarest, 7 juillet [1]864

P. S. J'avais déjà terminé ma lettre, cher Général, lorsque j'ai vu M. de Gresti. Il me dit que Kupa est parti pour Constantinople à Turin, pour vous mander – par rapport à la prétendu organisation – à peu près la même chose ce que je crois avoir remarqué moi-même. Ça me fait supposer que vous adhérerez plus facilement à ma proposition à cet égard. Certainement, il manque ici d'éléments pour une organisation telle que vous l'auriez voulu, et, s'il y en avait même, la police autrichienne est trop nombreuse ici et le caractère hongrois trop peu fait pour garder le secret, pour que nous n'eussions à craindre un trahison volontaire ou involontaire. Mais, il ne manque pas d'hommes qui marcheraient au besoin, quoique il n'y en a pas, certes, tant que nous pensions. Pour arriver et vite à notre but, il *faut donc* le bon-vouloir du Prince ; *de l'obtenir*– là git toute la question !

Me sentant ici dans une fausse position tant que je ne puis donner aucun prétexte plausible à ma présence à

Bukarest, et n'étant pas sur si des instructions nouvelles me parviendront aussi vite que je le désirerais, j'ai pensé aux moyens de faire quelque chose, sans cependant le moins du monde faire deviner le véritable but de ma mission avant que je n'ai pas reçu votre avis. Je suis donc allé ce matin chez M. Strambio, pour me concerter avec lui. Par suite de notre entretien j'ai décidé d'envoyer d'abord un télégramme, signé de mon nom, à M. Fazy, en lui demandant « des instructions par rapport à l'opération financière dont j'ai été chargé ». Ce télégramme sera connu immédiatement au palais, et éloignera de moi des soupçons qui pourraient peser sur moi. Ensuite, je me rendrai demain ou après demain chez M. Baligot, en lui montrant – non votre lettre à lui – mais les *pouvoirs* pour traiter (ou plutôt pour appuyer) l'emprunt. Je lui dirai que vous, qui désire[z] toujours d'arriver à une entente cordiale et éventuellement à une alliance intime avec la Roumanie, vous voudriez saisir toute occasion pour aider le Prince, et que vous m'aviez chargé, par conséquent, de venir m'informer des besoins d'argent que l'on pourrait avoir sous quel rapport que ce soit, et que vous êtes prêt de mettre à cet égard toute votre influence à Londres, à Paris et à Genève au service du Prince, pour lui trouver les capitaux dont il pourrait avoir besoin. De cette manière, j'espère me poser bien ici dans les cercles gouvernementales [*sic*], et préparer le terrain pour les négociations politiques.

M. de Gresti croit être à Turin vers le 14 cour. et pense pouvoir vous remettre cette lettre lui-même.

J'ai reçu une lettre de ma femme, me disant que Jablonka avait été vendu au Baron Schutter par l'intermédiaire de Steglich, qui y fait une plus belle affaire que moi. Tout dépendra maintenant de ce que la Banque gén. suisse facilite à l'acquéreur le payement des créances hypothécaires. Veuillez faire parvenir un mot à vos collègues pour que l'on s'y prête de bonne volonté sans quoi on risque d'attendre encore longtemps un dévouement satisfaisant de l'affaire.

Tout à vous de cœur

S. A.

Lettre originale en français de Seherthoss

7

Le comte Seherthoss à Klapka

Bukarest,

8 Juillet 1864 (matin)

M. Gresti ne partant que ce soir, j'ajoute un second post-scriptum à ma lettre d'hier.

« L'indépendance belge » du 2 juillet, arrivée ici hier, contient un télégramme de Bukarest, annonçant l'arrestation de Frigessy [Frigyesy], qui est conçu dans des termes qui me paraissent mériter votre attention. Ce télégramme, émanant évidemment du gouvernement roumain, porte : « Un agent envoyé directement par Mazzini, a été arrêté ici et ses papiers ont été saisis. Cet individu avait pour mission de faire à tout prix un mouvement révolutionnaire en Roumanie et dans les Karpathes, en dépit des conservateurs du parti d'action hongro-polonais, etc. » – Il résulte pour moi clairement de la forme de ce télégramme, que l'on a bien pris soin à ne pas confondre Vous et votre parti avec le parti Mazzini, car, en disant que cet agent, que l'on n'a pas même désigné par sa nationalité ce que pourrait être regardé comme un égard de plus pour la Hongrie, que cet agent agissait en dépit des « conservateurs » (ce mot est mal choisi, on aura voulu dire des « modérés ») du parti d'action, il est évident que notre parti est le parti d'action, et il est indubitable aussi que, dans le parti d'action, Vous avez toujours représenté l'élément modéré, tant par la forme que par les principes et par vos relations avec des gouvernements réguliers. Ce télégramme me confirme donc dans mes vues que je vous ai exposé, en me démontrant que c'est pour nous la meilleur politique à suivre pour le moment.

Que le prisonnier est en
322-3, 238=8, 314=14, 170=14, 156=7
relation avec vous ou non
334=13, 38=23, 404=2, 280-28, 272-22
il est absolument nécessaire à
215=22, 170=14, 4=10, 270-1, 1-1

le	désavouer	votre	lettre à
238=8,	131-9,	404-18,	239=8, 1-1
lui	vous	doit	parvenir
245-14,	404=2,	136-22,	287-9.

Ballatschano [Bălăceanu] m'a présenté hier à table au P[rin]ce Jon Ghika principal chef d'un parti dans la chambre, en lui disant que j'étais un ami à Vous. J'irai lui faire visite un de ces jours. Ballatschano s'est montré peu empressé envers moi, et le mauvais état de sa santé qu'il a prétexté pour s'excuser, je ne saurais guère l'admettre, puisqu'il sortait souvent sans qu'il est venu encore me rendre ma visite.

Midi

M. Gresti vient de m'apporter de la part de M. Strambio le télégramme suivant : « Pour le C^{te} S. – Le Général Klapka retourna à Genève pour expédier pouvoir révoque nécessaire relatif l'emprunt et il engage le Comte à ne rien faire avant nouveaux ordres. »

La première partie de ce télégramme me fait donc espérer que vous m'enverrez bientôt d'autres pouvoirs pour traiter de l'emprunt, ce qui serait une bonne chose. La seconde phrase, que nous ne comprenons pas bien, je suppose qu'elle veut dire que vous, « révoquez nécessairement les anciens pouvoirs relatifs à l'emprunt », car *qu'est ce* que le mot « révoquer » pourrait dire autre choses ? La troisième phrase est clair, et je m'abstiendrai donc de toute démarche, et aussi conséquemment de la visite à M. Baligot, jusqu'à nouvel ordre.

Que Dieu vous bénisse et votre entreprise !

S. A.

Lettre originale en français de Seherthoss

8

*Sehertoss [*sic*] au Général [Klapka]*

Copie d'un télégramme de Bukarest

16 juillet 3.20 soir

J'ai reçu la dep. tel chiffrée de la banque Suisse. Je vous écrirai en chiffre en adressant la lettre à la banque. J'attends une réponse à ma lettre du 7 Courant, étant d'avis qu'il est urgent de savoir à quoi nous en tenir de ne pas perdre du temps si l'affaire n'est pas renvoyée.

En français

9

Le général Georges Klapka au Prince Alexandru Ioan Cuza

Altesse Sérénissime

Le voyage de mon ami le comte Arthur Sehertoss dans les Principautés Danubiennes, me procure une heureuse occasion pour me rappeler au gracieux souvenir de Votre Altesse.

Le Comte Arthur Sehertoss est chargé par moi, d'entretenir V. A. de quelques questions de la plus haute importance, qui ont trait à l'avenir de la Hongrie.

La première entre toutes concerne les armes qui furent envoyées, par mon intervention, dans les Principautés unies, en 1859, et dont Votre Altesse daigna nous promettre, d'en tenir une partie à notre disposition, pour un moment suprême.

Je n'entrerai pas ici dans des détails que le C^{te} Shertoss aura l'honneur de lui présenter et pour lequel je la prie de vouloir bien l'accueiller avec la même bienveillance dont elle a daigné m'honorer moi même.

Le Comte Sehertoss est, en même temps chargé par un établissement de crédit, d'une mission financière auprès de V. A., laquelle servira [...] ne peut mieux à voiler le but de son voyage.

Je suis avec le profond respect
de votre
Altesse Sérénissime
Le très obéissant serviteur

Brouillon de lettre en français, sans la précision du lieu et de la date. Il s'agit probablement de l'écriture d'un proche collaborateur de Klapka.

10

Isacco Artom à Klapka

Turin, 17 juillet 1864

Mon cher Général

Je m'empresse de vous remercier de la lettre que vous avez bien voulu m'envoyer et que j'ai communiquée à qui de droit. Les personnes que vous savez pensent d'accord avec moi que le temps n'est pas encore venu pour une démarche directe auprès du P^ce^ C[uza]. Kupa, qui vous apporte cette lettre, vous donnera sur la situation des détails très intéressants.

Le Gen[eral]. E[ber]. a vu G[aribaldi] : tout va bien de ce coté. Lui aussi il croit qu'il vaut infiniment mieux attendre.

D'accord avec le Commandeur, je suspends donc l'envoi de vos lettres à Bukarest. Scheeretosz [Seherthoss] pourrait cependant commencer entrer dans des bons rapports personnels avec le P^ce^ au moyen de négociations exclusivement financières.

Je vais pour quelques jours respirer l'air frai de la vallée d'Aoste

Croyez-moi

Votre dévoué Ch[evalier] A[rtom]

Strambio est très content de Seherthoss.

Il est avec lui en excellents rapports.

Lettre originale d'Artom en français.

11

Le colonel Kupa à Klapka

Genève, 20 juillet 1864

Très vénéré Monsieur le Général,

Conformément à l'ordre officiel de Monsieur le Général du 25 mai année courante, le soussigné fut envoyé au Principautés Danubiennes, chargé, avec des directives données, d'y déployer toutes ses forces, des activités efficaces, appropriées, dans l'intérêt de la cause de la patrie hongroise. Le 11 et 18 du mois passé j'ai soumis un rapport officiel à Monsieur le Général sur mes activités et sur l'état des choses comme je l'ai trouvé là-bas. Maintenant je résume brièvement tout ce dont j'ai été informé pendant mon séjour et ce que moi-même j'ai expérimenté sur place ; l'énumération de tout cela révèlera clairement pourquoi soussigné ne put pas accomplir les consignes officiels comme Monsieur le Général l'avait ordonné.

Le 27 mai je suis parti de Turin. Le 3 juin je suis arrivé à Constantinople, samedi, le 4 juin j'ai parlé avec le comte Creppi, ministre italien. Il me reçut avec beaucoup de gentillesse et eut avec moi une longue conversation. Il me dit que tant Buda que Vidacs [Vidats] sont suspects, et Frigyesi [Frigyesy] fut expulsé des Principautés, sans en savoir la cause. – Le consulat autrichien et aussi le gouvernement roumain savent déjà qu'une expédition militaire de 3 000-4 000 personnes sera envoyée d'Italie dans les Principautés Danubiennes – vu cette circonstance, en Valachie la police surveille les étrangers avec une attention doublée, et surtout ceux qui arrivent d'Italie – ; le Ministre me conseilla donc la plus grande prudence afin de ne pas trahir de quelque sorte notre cause. – Le Ministre dit que le pouvoir autrichien cherche, en faisant tout son possible, à éliminer de son poste actuel le prince Couza, et à l'introduire dans le gouvernement à sa place un autre prince. – Le Ministre me demande si j'ai quelque mission ou délégation auprès du prince Couza – si c'est ainsi, il m'attire l'attention et il conseille de ne rien communiquer à Couza car on ne peut pas et on ne doit pas avoir confiance en lui

– Couza trahira KIapka, Vous-même et n'importe qui, rien que pour servir à ses propres intérêts, car il est un homme rusé, ignoble, sans principe – de sorte qu'il ne faut pas avoir des contacts avec lui – c'est Couza qui, en 1860, trahit nos transferts connus d'armes et en détint une partie pour lui-même.

Le secrétaire général à l'ambassade italienne Comte Della Croce me fit remarquer d'être prudent avec ce que j'écris dans mes lettres, car la poste française ouvre toutes les lettres.

À Istanbul je ne pouvais parler qu'avec Monsieur János Czakó de qui ayant reçu les informations nécessaires de toutes sortes je n'ai parlé avec personne d'autre. Czakó est un homme d'une rare honnêteté qui a offert ses services à notre cause ; – je le recommande à Monsieur le Général, et si, dans l'avenir vous enverrez quelqu'un à Istamboul, envoyez cette personne auprès de lui.

Je suis arrivé à Galatz le 8 juin, le même jour j'ai parlé avec le consul italien (Cavalière Vignale) qui est un homme d'une rare honnêteté et bon patriote. Il me donna des éclaircissements sur les affaires en Valachie qui nous intéressent et sur l'état des choses là-bas, par conséquent je savais à quoi m'en tenir. – Il dit que Vidacs [Vidats] faisait de la propagande en faveur de Styrbei [Ştirbei] et Sturza [Sturdza] et c'est certainement pour cette raison qu'il fut expulsé de Valachie, – le Consul l'ayant pris sous sa protection, il put rester, à ce temps-là déjà de quatre semaines il ne se montra nulle part, on ne sait pas où il est, et ce comportement a soulevé quelque suspicion. – On ne pouvait non plus savoir où était Buda, sur les deux on sait seulement qu'ils sont suspectés et ainsi avec de telles personnes je ne voulais avoir aucun contact pour ne pas nuire à notre cause. – Je n'ai pas pu savoir le lieu de séjour de Bánfi – en ce qui concerne Buda, Monsieur le Général est parfaitement informé du comportement de cet homme, je ne dois donc pas le décrire.

Vers le 8 juin Frigyesi [Frigyesy] s'évada de Valachie à Istanbul, car le gouvernement autrichien mit à prix sa tête, – et dans la suite, le 22 juin il revint à Bucarest pour se justifier auprès du ministre des Affaires intérieures, – le 25 il fut arrêté et incarcéré avec quatre

autres Hongrois, – Monsieur le Général étant fort bien informé de cet événement, je ne le décris pas en détails.

À présent Vidacs [Vidats] se trouve à Galatz, il est toujours en compagnie de Gaidacsy – et comme en Valachie il a perdu toute confiance, voire est tenu pour une personne suspecte, il désire rentrer en Italie. Il sera bien de tenir là aussi sous un contrôle sévère.

Il paraît que le gouvernement de Valachie a de graves suspicions de quelque mouvement préparé contre le gouvernement autrichien. – La plus forte raison y était fournie par Bozsislavszky y envoya Halasi (son vrai nom est Fischer, il est juif) pour préparer des quartiers pour environ 3 000 hommes, le gouvernement de là-bas en prit tout de suite connaissance et Halasi [Halasy] s'enfuit. Mais Frigyesi [Frigyesy] y fournit, lui aussi, des raisons avec son comportement stupide et insipide, par suite de quoi le gouvernement roumain est fort bien informé de tout cela.

Le prince Couza, qui n'est protégé par aucun pouvoir, a peur des mouvements de cette sorte, et ne permettra que dans son pays se fassent des activités révolutionnaires, des recrutements ou le rassemblement de forces armées, afin que les pouvoirs russe et autrichien ne puissent pas porter plainte contre lui, et n'occupent pas avec l'armée son pays, en somme il ne veut pas d'intervention extérieure. – Couza a peur, et très grand peur pour son poste actuel au gouvernement, d'autant plus qu'en dehors des Autrichiens, Styrbei [Ştirbei], Sturza [Sturdza] et d'autres riches boyards agissent contre lui pour le faire démissionner ; ce parti est aidé par les Russes, c'est-à-dire leur influence… Se voyant dans cette situation, il est fort naturel que Couza fera tout pour empêcher de telles choses ; – l'attention de la police étant maintenant renforcée, il faut agir avec la plus grande prudence, mais il n'y a pas de possibilité à présent d'accomplir immédiatement, comme Monsieur le Général me l'a ordonné, les directives me données pour ma mission, puisque dans les affaires à régler selon le projet se révèle précisément le contraire, à savoir d'innombrables obstacles, et si je m'étais strictement tenu aux directives, il n'y a pas de doute que le gouvernement autrichien serait déjà au courant de tout, et le

plan d'activités serait trahi. – D'ailleurs, accomplir tout comme c'était ordonné ne sera pas une tâche difficile, et peut être réalisée avec grand succès en Valachie aussi, dans le cas où le gouvernement français ou italien garantit au prince Couza « qu'il restera dans son poste actuel, le protégeant ne permettront aucune intervention extérieure dans la Principauté » ; dans ce cas, Couza pesant son propre intérêt n'aura plus rien à craindre ne se souciera plus des préparatifs dans les mouvements contre l'Autriche dans son propre pays ce qui est une tâche pour nous.

J'ai parlé avec Keresztéli [Keresztély] (son vrai nom est Sánta) j'appris de lui que les nations slaves du Sud, Serbes, Croates, Monténégrins attendent en permanence l'occasion de pouvoir faire éclater la révolution, ils n'attendent que le moment où les Hongrois se soulèvent contre les Autrichiens. Ils déclarent que cette fois-ci ils ne seront pas contre nous, mais ils tâcheront d'acquérir l'indépendance, de conquérir l'Albanie, et de se créer un grand pouvoir serbe. – Vers le 4 juin la Constituante Serbe envoya de Belgrade un délégué auprès de Keresztéli avec le message que les Serbes et les Croates réunis sont prêts à commencer la révolution, mais ne le feront pas tant que les Hongrois n'en prennent l'initiative ; puisque alors les Autrichiens en seront occupés, ils pourront agir bien plus facilement et, comptant sur une issue certaine, avec succès. À la tête du mouvement serbo-croate le plus grand rôle est joué par Strohmaier archevêque de Diákovár (c'est une question si c'est vrai ou non ?). Les Serbes sont très bien préparés et peuvent à chaque moment mettre sous les armes 150 000 hommes.

Le commandant Gajdácsy [Kajdácsy] est à Galatz, comme on dit il est un des agents des Serbes. Le comportement de cette personne est d'un caractère bas et sale.

Keresztéli [Keresztély] me dit encore qu'en pays sicule tout est en bon ordre, et environ 80 000-100 000 hommes, en état de porter des armes, des militaires entraînés sont prêts au premier signal, il n'y a que les armes qui manquent. – Il dit encore qu'en Valachie une autre partie agit également contre les Autrichiens ;

– Monsieur le Général est déjà informé de ce que c'est Garibaldi et Mazzini qui agissent avec ce parti et Frigyesi [Frigyesy] était leur principal agent.

Je vous rapport qu'à Ghiurgevo [Giurgiu] des assassins payés sont installés par les Autrichiens afin de tuer les agents hongrois ou d'autres excellents Hongrois de cette contrée.

Dès mon arrivée à Galatz j'ai parlé avec Monsieur C[arnegie] qui règle la fourniture de nos armes. Il dit qu'il ne peut pas se charger des dépôts nécessaires. Pourtant cette question, comme Monsieur le Général le sait, est déjà réglée.

Le 19 juin je partis pour Bucarest pour y rencontrer le pasteur protestant Mártony Czelder. Il habite à Ploiesti [Ploieşti], j'ai parlé avec lui. C'est un homme fort honnête, bon patriote enthousiaste, il s'engagea de sa parole d'honneur et me promit de faire tout pour sa patrie ce qui pourrait nous conduire à notre but – il dit que toujours il accomplira fidèlement les ordres de Monsieur le Général. À ma demande le 25 juin il se rendit en Moldavie pour y prêcher aux Hongrois et les exciter à prendre part à notre mouvement quand il sera engagé. Il dit d'ailleurs que là en tout cas on peut compter sur 5 000-6 000 hommes.

À Bucarest j'ai parlé aussi avec l'architecte Horváth qui est tout à fait notre homme, il a aussi signé la déclaration commune. – J'ai parlé avec lui de la manière et de l'endroit où l'on pourrait le mieux se fournir de dépôts. Il dit un très bon projet que je joins sous le signe.

Le 18 juin j'envoyai Csekme en pays de Sicules afin d'en apporter une certaine nouvelle – comment est là l'enthousiasme, et combien nous pouvons compter sur les Sicules en cas de notre mouvement engagé ? Environ six jours après que Csekme revînt, il a parlé avec les Messieurs qui sont les chefs du mouvement pour notre cause. Après que ces Messieurs l'avaient interrogé sur tout, ils lui dirent : « Rentre tout de suite, ici tu n'as plus rien à faire, dis là qu'en 48 heures nous pouvons présenter 80 000 hommes prêts à prendre l'arme et à lutter, et au bout de quelques semaines nous fournirons encore 100 000 qui ne mettront en œuvre que les ordres du Comité national ou du Général Klapka, nous

ne nous soumettrons à aucun autre ordre et nous ne voulons même pas savoir d'autre partie – à peu près dans deux semaines nous enverrons d'ici deux de nos compatriotes en représentant en Valachie de Monsieur le Général Klapka afin de s'informer de tout et de nous renseigner comment est notre cause. L'essentiel c'est que nous ayons des armes, nous nous sommes déjà assurés comment les voir sûrement… – Je demande pardon à Monsieur le Général d'avoir envoyé Csekme en Transylvanie, puisque cela ne m'était pas ordonné, mais vous daignez comprendre que les seules circonstances m'ont imposé d'agir ainsi. Je n'y ai pas envoyé cette personne avec aucune directive, je l'ai fait simplement car en Valachie je n'ai point trouvé de scène d'action comme Monsieur le Général l'avait pensé à Turin, j'ai donc désiré d'en apprendre quelque chose.

En rapportant officiellement la situation et l'évolution de nos activités en Valachie, je vous prie humblement ne daignez pas me savoir mauvais gré, et peut-être me réprimer, si jusqu'ici je n'ai pas été capable de rien faire, et si, pour notre cause, nos activités n'on pas avancé ; mais daignez tenir compte de ce qui est dit ci-dessus et vous vous convaincrez que je ne pouvais pas agir autrement – et je me permets aussi de vous rapporter que même au moment actuel il n'est pas permis d'accomplir ce qui nous a été ordonné, car autrement tout sera gâché et les futures activités seront mises en danger. – Ainsi, il ne peut plus s'agir d'organiser à cinq endroits des comités comme c'était prescrit, car il n'y a pas de personnes, c'est-à-dire des hommes sérieux et de fer, en qui on pourrait avoir pleine confiance ; deuxièmement, il ne faut pas encore commencer le recrutement, car ce serait encore trop tôt, et les recrues eux-mêmes, s'adonnant à la cause avec la meilleure volonté et les meilleures intentions, boivent parfois un verre de vin de trop, bavardent entre eux, et trahiraient ainsi la cause, même en toute innocence, et pourtant, pour nous, ce serait très nuisible.

Vous-même, Monsieur le Général très vénéré, étiez fort mal informé de l'état des choses en Valachie, et ce parce que, à Turin, c'est d'un tout autre point de vue que l'on contemplait la situation de là-bas concernant nos acti-

vités ; de sort que maintenant, prenant une toute autre direction, il faut à nouveau commencer le travail et préparer une base absolument sûre selon un plan élaboré tout à fait à neuf. – À mon avis, à chacun des cinq endroits désignés, une personne sera maintenant suffisante pour tenir en évidence le nombre des Hongrois de l'endroit, et pour faire les rapports nécessaires sur les éventuels événements. Mais ces personnes doivent être des patriotes enthousiastes, sérieux et de caractère pur. – En ce qui concerne le recrutement, soyez convaincu et veuillez croire Monsieur le Général, qu'une semaine suffit avant l'éclatement pour rassembler les Hongrois qui s'y trouvent, et cela peut se faire sans tarder par un appel circulaire. Les honnêtes patriotes de bonne volonté seront toujours prêts, de bon cœur ils répondront à l'appel général et se présenteront au signal convenu le jour fixé ; – et le peuple inutile ne porte pas profit à la cause, seulement du mal. – Les Hongrois se trouvant dans les Principautés savent fort bien que quelque mouvement est en préparation pour notre Patrie et attendent avec impatience le moment où tous doivent être prêts à l'action, à la lutte contre l'ennemi pour l'anéantir pour toujours.

En ce qui concerne les Polonais, Monsieur le Général est donc informé par le colonel Zsurmay qui a envoyé ses rapports officiels. De ma part je peux dire seulement qu'aucun règlement n'existe entre eux.

Faire le compte des Hongrois en Valachie, leur nombre total peut monter de 12 000 à 15 000.

Je tiens pour mon devoir de me justifier devant vous, très honoré Monsieur le Général, et rendre compte de la raison pour laquelle je me suis décidé si subitement de me présenter en personne à Genève et de donner des informations sur l'état des choses concernant notre cause en Valachie et sur la situation générale ; – c'était fait par suite de la dernière lettre de Monsieur le Général où certaines missions étaient ordonnées, mais qu'il n'était aucunement possible d'accomplir ; – mais d'un autre côté, me rendant compte sur la place de tout et jugeant sérieusement la situation de là-bas, il était impossible de permettre, c'est-à-dire d'approuver le projet de Monsieur le Général selon lequel à un certain temps

vous vouliez vous y présenter en personne… Il s'ensuit de mon rapport cité ci-dessus qu'en Valachie aucune mesure n'a été prise par les personnes qui étaient chargés d'agir jusque-là de quelque façon. Le transport que Borzsislavszky [Borzyslawski] voulait réaliser, ainsi que les actions inutiles et le comportement de Frigyesi [Frigyesy], et en outre Buda, Seress [Seres] et Vidács [Vidats] ont apporté tant de dégâts en Valachie que ce serait trop pour les décrire ; il suffit de dire qu'ils ont totalement annihilé le théâtre d'action. – Il m'était impossible de me servir de ces personnes. Ces personnes sont la cause de ce que le Gouvernement de là-bas est contre toute notre activité. – Mais passant là-dessus, jusqu'au 10 juillet aucune arme n'était arrivée, et ce qui est arrivé est de nombre réduit, et sans armes nous ne sommes en état de rien faire. Daignez donc vous-même juger les conclusions et que la présence personnelle de Monsieur le Général n'aurait apporté aucun succès pour arriver au but visé.

J'ai oublié de noter à propos de Seress [Seres] que Monsieur Strambio, consul italien à Bucarest, a dit qu'il était espion payé par les Autrichiens.

Avec tout mon respect je demande humblement le très honoré Monsieur le Général de disposer de moi. Me recommandant à Monsieur le Général, je reste votre très respectueux et humble compatriote

Genève, le 20 juillet 1864
Humer Kupa
Colonel

Traduction en français d'une lettre originale en hongrois

12

Instructions à l'Agence hongroise en Valachie

I. La tâche principale de l'Agence de Galatz [Galaţi] est de prendre immédiatement contact avec les autres communautés hongroises de Valachie, notamment de nommer à Bucarest, Focşani, Bakou [Bacău] Roman et Braila [Brăila], trois personnes qui

y représentent les intérêts hongrois en qualité de commissaire.

II. Dès que l'Agence est installé à Galatz, chaque membre est obligé d'engager, au plus en huit jours, cinq personnes, en secret et avec serment prêté, pour le but auquel ils ont consacré leur vie, leur honneur et tout leur talent.

III. Les membres admis de cette manière s'obligent par serment que chaque membre, comme il a été dit, engage en huit jours cinq nouveaux membres, et ainsi de suite, tant que les Hongrois en état de porter les armes ne seront pas tous recrutés en Valachie.

IV. Tous les membres admis s'obligent d'obéir sincèrement et consciencieusement aux ordres pourvus du sceau de l'Agence centrale, et de se présenter, au jour et à l'heure indiqués, là où cela leur a été prescrit.

V. La Moldavie-Valachie sera partagée en cinq circonscriptions militaires, notamment

A. de Bucarest
B. de Focşani
C. de Bakou-Roman
D. de Galatz
E. de Braila

Le commissaire désigné par l'Agence de Galatz doit, dans chaque circonscription, engager cinq personnes, tout comme cela s'était fait à Galatz, en huit jours. Les personnes engagées continuent de même les activités.

VI. Conformément à son serment, chaque membre est obligé de présenter immédiatement les noms des personnes engagées à celui par qui lui-même avait été engagé, afin que, de cette manière, les rapports nécessaires soient définitivement entre les mains des agences. – Cela permettra de tenir toujours en évidence les forces hongroises présentes en Valachie, et leurs positions.

VII. Un membre qui, oubliant son serment, prononcerait n'importe quand et rien qu'un seul mot sur le secret, s'exposera à son anéantissement et à sa mort honteuse.

VIII. L'Agence centrale à Galatz, tant qu'elle n'aura pas obtenu le succès total de ce lien, ne peut émettre aucune ordonnance écrite en dehors des autorisations données aux commissaires.

IX. Elle recevra dans la suite les instructions soit directement du général Klapka, soit par son suppléant le général Éber, soit par son délégué extraordinaire le colonel Kupa. Ses rapports devront être remis à ce dernier, adressés à Monsieur le Général Klapka.

X. Les lieux de résidence de l'Agence et de ses membres doivent être tenus dans le plus grand secret. Aussi, jusqu'à l'arrivée d'une autre instruction, les circulaires et les ordonnances devront-elles toujours être signées comme suit.

XI. Chaque personne engagée doit recevoir un numéro et être désignée dans les correspondances uniquement par ce chiffre. – Ces chiffres ne seront connus que de l'Agence de Galatz et des commissaires.

L'Agence en Valachie du Comité
central hongrois révolutionnaire
[sceau] [chiffres]

Copie de document en hongrois (écriture de Kupa).

13

Mes compatriotes

Le moment de l'action s'approche. Tout Hongrois honnête a le devoir sacré de chercher à atteindre le but sacré, main dans la main avec les chefs politiques et militaires, et sans égard à des sympathies et antipathies.

Votre attitude pure et patriotique, dont vous avez témoigné au cours de ces dernières années, me convainc

à l'avance qu'avec toutes vos forces physiques et spirituelles vous contribuerez à cette grande œuvre.

Je me suis chargé de la lourde responsabilité de préparer et d'engager notre lutte sacrée. – Je pouvais le faire parce que, à ce moment, moi seul dispose des relations y nécessaires, et à la fois : de sommes d'argent, d'armes et d'autres moyens.

Je remplirai mes fonctions avec désintéressement, je ne ferai aucune différence entre mes adversaires et amis personnels. Tout Hongrois ayant le cœur, le courage et l'enthousiasme hongrois, est mon homme, mon frère d'arme.

Le temps presse – il faut immédiatement et avec la plus grande énergie se mettre aux préparatifs. – À cette fin j'ai délégué dans votre pays le Colonel Hümér Kupa, accompagné du Colonel Leopold Zsurmay. Ces messieurs ont la tâche d'entrer dans contact avec vous pour créer sans retard, à l'endroit le plus approprié, une Agence centrale hongroise révolutionnaire. Cette agence, une fois formée, s'occupera, sur la base fixée par moi, de la conscription et du recrutement des forces hongroises, tant en Moldavie qu'en Valachie.

Ses premières tâches terminées, l'Agence recevra en temps utile les instructions relatives à la deuxième phase.

Ayant confiance en vos sentiments patriotiques, et me fondant sur ces sentiments, je vous initie tranquillement aux secrets préalables de nos activités communes.

Recevez mes salutations patriotiques sincères.

Dieu vous protège.

Le 29 mai 1864.

Au nom du Comité révolutionnaire hongrois
György Klapka

À messieurs V[idatsl. B[ánffy]. et S[eres].
en Valachie

Copie de document en hongrois (écriture de Kupa)

14

Le comte Seherthoss à Klapka

Bukarest, lundi 8 Août 1864

Mon cher Général

Ne sachant pas encore quand je pourrais Vous expédier ce présent rapport, je continue néanmoins mes relations, au fur et à mesure que de petits faits parviennent à ma connaissance.
Dans ma dernière lettre (du 1. cour.) je vous ai parlé de Général Borzulawsky [Borzyslawski], qui était arrivé ici sous l'incognito d'un nom italien, et je vous ai dit qu'il ne tarderait probablement pas à être reconnu bientôt. En effet, dès le lendemain de son arrivée on savait son véritable nom, et il fut placé sous la surveillance de la police. Quelques jours plus tard M. Margilano [Marghiloman], le Préfet de Police, lui faisait une visite, et l'invita de se présenter chez le P[rinc]e Couza [Cuza], qui désirait le voir. Borzulawsky avait vu dans l'entre-temps plusieurs personnes, sans cacher son véritable nom mais en se disant être Lieutenant général italien. – Le Prince le reçut d'abord assez cordialement, l'appela « frère d'armes », et lui demanda ce qu'il venait chercher ici ? Le Général lui disait qu'il était venu « pour voir », mais voyant que le moment n'était pas propice, il retournerait sous peu. Couza lui disait alors qu'il savait qu'il était venu pour s'attaquer à l'Autriche, à faire une levée de boucliers, qu'il avait débarqué avec tel nombre de Polonais, que tante d'autres étaient en route, et que lui, Prince, ne le souffrirait pas. Borzulawsky avait eu la malencontreuse idée de remettre au Prince une lettre de Garibaldi en faveur de Frigyessy [Frigyesy] (qui étai *déjà* « amnistié »), laquelle lettre était écrite dans une style énergique qui plaisait peu à son Altesse ; surtout la phrase ou il était dit que « le Prince ne doit pas se faire le gendarme de l'Autriche », l'avait exaspéré. Borzulawsky ne se laissa pas intimider, et répondit que si Couza voulait donner dans la réaction, oublier son passé, renier ses principes d'auparavant – on se *passerait* de lui, et on le renverserait au besoin.

« Oui, s'écria le Prince, je *suis* avec la réaction autant que ça me plait, je *ne suis plus* révol[ut]ionnaire, je suis Souverain, Prince constitutionnel, et j'ai des devoirs envers mon pays et envers les Puissances, et je saurai me défendre contre ces pertu[r]bateurs de toute sorte qui viennent dans les Principautés pour troubler l'ordre et pour me menacer ; et Garibaldi ! qu'est ce que c'est, que ce fou, qui ose m'écrire pareille lettre ? je le ferai fusiller comme un chien, s'il vient ici. » La conversation a continué sur ce ton, en présence de Cogolnicsano [Kogălniceanu], et de quelques aides de-camp.

Le lendemain le Préfet de police est venu intimer l'ordre à Borzulawsky, d'avoir à partir dans les 24 heures. Il s'y est refusé, demandant que l'on le fasse transporter par des gendarmes, ou, que l'on lui donne au moins par écrit l'ordre de partir, ce qu'on ne voulais pas faire, ni l'un ni l'autre.

Borzulawsky est cependant parti quand-même, vendredi passé ; se rendant, disait-il à Victor et à d'autres, en Servie, pour y attendre le printemps pour agir. Du reste, il avait le tort grave de dire au Prince, et encore devant tout le monde, qu'il était venu sur l'ordre exprès du Roi d'Italie qui avait pourvu aux frais de voyage, que l'Angleterre et la France étaient d'accord, etc. etc. et que ce serait partie remise pour le printemps !

Ainsi, l'Autriche est bien et dûment avertie de ce à quoi elle doit s'attendre pour le mois de mars prochain ! Que les présentes préparatives étaient connues, plus ou moins, par l'Autriche, c'est chose naturelle ; je sais d'ailleurs qu'ici, le Baron Eder, a reçu la *liste* avec *les noms et prénoms* de tous les Polonais qui ont été embarqués à Constantinopel, à Athène, à Malte, etc., et le nombre des armes dont ils disposent. Mais, s'il est chose naturelle que pareilles expéditions ne peuvent pas rester entièrement cachées, et que le hasard ou la trahison en livrent la connaissance à l'ennemi, il est cependant naïf jusqu'à la folie, de compromettre *inutilement* des gouvernements et des individus sur le concours desquels on croit pouvoir compter. Borzulawsky s'est donc rendu coupable d'une légèreté impardonnable.

Ces révélations de l'imprudent Colonel ou Général Borzuslawsky ont, toutefois, donné à penser au gouverne-

ment roumain. M. Cogolnicsano s'est abouché avant-hier avec Victor – en lui racontant la scène dont il avait été témoin – et lui disait qu'il lui paraissait qu'il doit avoir un fond de vérité dans ces révélations, d'autant plus que depuis quelques semaines le nombre des arrivants – des Polonais et des Français surtout – augmentait « d'une manière effrayante ». Vous pensez bien, cher Général, que le Chev. Strombio [Strambio] n'avait pas de raison à se féliciter de la position qui lui a été faite par ces événements. Cogolnicsano [Kogălniceanu] s'est épanché avec lui, et a tâché de lui tirer les vers du nez – passez moi l'expression –. Il disait qu'il était de plus haute importance pour le gouvernement de savoir si telle était vraiment l'intention des Puissances occidentales, ou du moins de la France et de l'Italie, car alors il faudrait s'y préparer de longue main, etc. Strombio a répondu comme seul il pouvait le faire en pareille occurrence : il a assuré que son gouvernement n'y était pour rien dans les envois actuels, qu'on lui avait donné l'ordre à se tenir sur le pied de la plus grande réserve vis-à-vis de Borzulawsky, etc. ; « *mais*, a-t-il ajouté, la situation est évidemment penchée vers une telle direction, et je suis intimement convaincu que, pour le but final, il y a accord complet entre Italie et France. Quant à *l'époque* où ces questions vitales qui sont en jeu, trouveront leur solution, je ne puis pas préciser ; en attendant vous, gouvernement roumain, vous ferez bien à ne *pas* trop donner dans les eaux de la réaction, pour voir les coudées franches si, à un moment donné, vous étiez invité à agir dans notre intérêt commun. Vous ferez même bien à vous y préparer ».
Cogolnicsano [Kogălniceanu] paraissait partager cette opinion.

Mardi 9 Août. Hier les élections municipales ont eu lieu, et on y a déployé beaucoup d'ardeur, autant du côté du Gouvernement que du côté de l'opposition. Cette dernière a fait sortir de l'urne *trois* des leurs, sur 17 à élire, c'est Bratiano [Brătianu], Golesco [Golescu], et Rosetti. L'opposition pousse des hauts cris contre les illégalités et les procédés déloyaux dont aurait usé le gouvernement. Il paraît que vraiment la police a été bien loin dans son zèle, jusqu'à ce point, qu'on accuse M. Mar-

giloman [Marghiloman], le Préfet de Police, d'avoir eu 40 billets de vote dans la manche, qu'il aurait fait tomber tous le 40 dans l'urne électorale. Bref, on a tout fait ici, dans ce sens, ce qui s'est vu déjà mainte fois ailleurs en Europe.

Comme je ne voie pas arriver M. Morel, et comme la Banque suisse n'a pas même réepondu à mon télégramme du 1. cour., je me suis décidé de partir en huit jours d'ici. J'en ai fait part de cette résolution, hier, et par lettre, à M. Cogolnicsano [Kogălniceanu], en le priant en même temps de demander pour moi une audience au Prince. – En rentrant ce soir, on me disait que Cogolnicsano [Kogălniceanu] a été ici, et me faisait dire que le Prince m'attendrait demain après 2 heures de l'après-midi.

Mercredi 10 Cogolnicsano [Kogălniceanu] a été encore ce matin chez moi pour s'assurer si l'on m'avait fait la Commission. – À 2 heures je me rendis à Cotrochani [Cotroceni], où je fus introduit chez Couza. Je vais tâcher de Vous rendre un compte exacte de la conversation.

Le Prince était seul. Après m'avoir invité à m'asseoir, il aborda – sans aucune autre introduction, et probablement à dessein, pour me montrer qu'il ne s'est pas laissé abuser sur le véritable motif de mon séjour à Bukarest – il aborda, dis-je, la politique.

« Vous êtes venu dans un malheureux moment, M. le Ct^{te}, me dit Couza, vous connaissez probablement les incidents Hongro-Polonais, l'affaire Frigessy, le débarquement des Polonais, etc. et vous comprendrez que tout ceci nous a mis un peu sur nos gardes et méfiant envers tout le monde. Garibaldi, Mazzini (ce prophet des peuples), et autres, s'étaient donné la parole pour nous faire des troubles ici. Je ne veux *point* renier mon origine, j'ai une profonde sympathie pour les Polonais, pour les Hongrois, mais j'ai aussi des *devoirs* qui me sont imposés, et je ne puis pas permettre que l'on vienne dans notre pays pour se *jouer* de moi. » Voyant ce language qui ressembla autant à une mise en demeure qu'à une excuse, et voulant rester fidèle au rôle que je m'étais tracé, j'interrompais le Prince en lui disant que j'étais

venu chez lui moi simplement pour lui parler de l'emprunt et de M. Morel, que j'attendais. Que je regrettais que Frigessy ait compromis tant de ses compatriotes qui vivaient ici, mais qu'il est réellement un homme sans importance. – « Non, reprit le Prince, vous vous trompez, c'est un fort parti, quoique je Vous accorde que ce n'est pas le parti précisément du Général Klapka. Je connais Klapka, nous avons eu des fréquentes relations ensemble, en 1859 nous avons conspiré, j'ai beaucoup d'estime pour lui. Mais, je ne puis pas me laisser entraîner à des entreprises prématurées. » – Je l'interrompis alors encore, et je lui disais : « Mais Msgr il ne s'agit pas, pour le moment, de Vous entraîner à quoi que ce fût, au moins ce n'est pas le G^{al} Klapka, que je Vous prie surtout à ne *pas* confondre avec Frigessy. Tôt ou tard le moment viendra sûrement où aussi le G^{l} Klapka croira le moment venu d'agir, et alors il s'adressera directement et franchement à V. Altesse, je vous le garantie, car je connais parfaitement sa manière de penser là-dessus. Soyez persuadé, mon Prince, si le G^{l} Klapka veut trouver une base d'opération dans les principautés, il agira *d'accord avec Vous*, car il est convaincu que la Roumanie, que le trône même de V. A. ont tant besoin de la résurrection de la Hongrie, comme nous avons besoin éventuellement de Votre concours. Le Général est persuadé que Vous le savez aussi bien que lui, que, à la longue, il n'y a pas de place pour une Roumanie indépendante, *si* elle n'a *pas* pour voisine une Hongrie libre et alliée. C'est pourquoi il *compte*, je le crois du moins, sur Votre concours éventuel, sans qu'i y ait nécessité de s'entendre d'avance. » « Quant aux dangers qui menacent les Principautés continuellement, répliqua Couza, et quant à l'avantage pour nous d'avoir une Hongrie libre pour voisine, il ne peut pas y avoir des doutes ; je partage ces idées entièrement. Cependant nous ne devons, nous ne pouvons rien précipiter. Voyez, M. le C^{te}, et veuillez le répéter au G^{l} Klapka ce que je vais vous dire maintenant : vous voyez ce petit noyau d'armée que j'ai commencé à créer, mais qui cependant ne représente encore aucune force pour pouvoir s'en servir. Nous avons – la Hongrie et la Roumanie, et l'Italie – des étapes à parcourir ; en un mot et pour que je m'ex-

prime plus clairement, il faut nous préparer, et préparer bien. Vous savez probablement que j'achète continuellement des armes, des canons ; 60 de ces dernières sont en ce moment-même en route. Mais ce n'est point pour en garnir les arsenaux, c'est pour nous en servir à un temps donné. En cinq à six ans je pourrai être un tout autre auxiliaire qu'aujourd'hui. En attendant, il est de mon devoir envers le pays qui m'est confié à ne rien risquer, et à ne pas nous exposer à des revers. Si je permettais que les Principautés devenaient un foyer de perturbation pour tous ceux qui veulent attaquer ou l'Autriche ou la Russie, les Puissances protectrices – à la tête desquelles je place la France – seraient les premières à me blâmer, peut-être à abandonner la Roumanie à son sort. Si la France nous protège actuellement d'une manière si évidente, c'est qu'elle a ses dessins, car en politique on ne fait rien, pour rien. La France attend donc de nous des services, c'est pourquoi je m'y prépare. Je marcherai même aujourd'hui, si la France le désire, mais aussi longtemps que ce n'est que l'Italie, la Hongrie, aussi longtemps je ne ferai rien, tant que je ne me sens pas assez fort pour pouvoir compter aussi sur mes propres forces. »

Je ne sais, mon cher Général, ce que vous direz en lisant cette espèce de déclaration du P^ce^ Couza, mais moi, je ne Vous cache pas que je la trouve très naturelle, *à son* point de vue, bien entendu, et très logique, très rationnelle. C'est un homme de beaucoup de calme, qui fait froidement ses calculs – comme celui qui règne aux Tuileries ; il n'en déviera pas facilement ! Est-ce dire que l'on ne puisse pas un jour lui forcer la main ? Non ! Cavour ne l'a-t-il pas forcé à Napoléon III ?

Mais je reviens à ma narration. Après ce plaidoyer « *pro domo* » que je venais d'entendre, il m'importa d'avantage de combattre les soupçons du Prince par rapport aux menées secrètes attribuées aux Hongrois, puisque j'avais eu occasion de remarquer que Couza se sent surtout blessé si l'on veut agir secrètement, en l'ignorant à dessein. Son amour-propre s'en révolte, et – soyons francs – à juste titre. En répétant alors à Couza l'assurance que Vous, Cher Général, attachiez trop de poids à son concours éventuel pour jamais vouloir agir

sans une entente préalable avec lui, j'ajoutais : « Le Général K. m'avait chargé de me faire auprès de V. A. l'interprète de sa sympathie respectueuse, et de Vous dire, Msgr, qu'il compte toujours à ce que Vous conserviez à lui et à notre cause les sentiments bienveillants d'autrefois. Là se borne la prétendue mission politique que l'on a voulu m'attribuer ici. »

« En effet, répondit l'Altesse, on nous avait dit que Vous, M. le C^te^, si vous n'apparteniez pas au parti Frigessy-Mazzini. Vous étiez néanmoins venu dans un but politique. Quant au G^l^ Klapka, je le connais depuis longtemps comme trop honnête homme, trop franc, trop loyal, pour m'attendre à autre chose de sa part qu'à cela dont vous m'assurez. Aussi connaît-il mes sympathies pour lui et pour sa cause. » « Cependant – continua le P^ce^ avec un regard équivoque –, voyez toutes les expériences que j'ai dû faire, et voyez comme je les lie ensembles dans mon esprit : En automne 1860 arrive tout à coup un énorme convoie d'armes clandestinement (je croyais prudent à ne rien répliquer là-dessus à Couza), et bientôt après je voie pointer tout à coup le G^l^ Klapka, qui voulait faire la guerre à l'Autriche. » – « Mais il voulait la faire, mon Prince, d'accord avec Italie et même de la France, ce que vous prie à ne pas oublier », disais-je. – « D'accord avec Cavour, oui, reprit Couza, mais à la France on voulait forcer la main. Mais laissez-moi continuer, je vous prie, mon récit, pour que Vous puissiez juger Vous-même de mes impressions. Donc, il y a un an m'arrive tout à coup le G. Türr', m'expose ses plans, et, quand je lui dis que je suis formellement opposé à tout ceci, il parle de son intelligence avec Klapka avec Victor Emanuel, et j'ai dû finir par lui dire que je ne l'écouterai *pas* aussi longtemps qu'il ne m'apporte un mot de l'empereur Napoléon. Ensuite viennent les Polonais avec leur expéditions, aussi une grande quantité de Hongrois, lesquels nous avons dû même interner et nourrir ce que nous coûta de l'argent ; après venait Frigessy avec tous ses plans, ses projets, ses ramifications ; et finalement le débarquement continuel de Polonais. Pouvez vous m'en vouloir, M. le C^te^, si je lie tous ces faits ensemble, et si je deviens défiant ? Dois-je permettre que Hongrois et Polonais conspirent

ici à leur aise et dois-je être le seul dans le Pays qui ne sait *pas* ce qui se passe ? »

Je protestais que ces faits ne se liaient *pas du tout* ensemble, et je fis la remarque que, tout en reconnaissant ce qu'il doit avoir pour le P^ce^ de désagréable d'être obligé à se tenir toujours sur ses gardes contre certains projets, S. A. devrait bien faire sa part à la position qui lui est faite et par la situation politique de la Hongrie et de la Pologne d'une part, et de la situation géographique de la Roumanie d'autre etc., etc. – En parlant à Couza de Türr', et des liens très superficiels qui existaient entre vous, Général, et ce dernier, – Couza disait : « Je l'ai fait observer à Türr', que le G[1] Klapka n'aurait pas besoin d'intermédiaire auprès de moi, mais qu'il se serait adressé directement à moi. »

Ensuite Couza me disait : « Ces récentes menées me mettent dans la fâcheuse position d'être obligé à faire partir les Polonais, ce que je fais à regret ; on oublie ordinairement les difficultés de ma position, et que je suis forcé bon gré mal gré, à tenir compte *un peu* aux exigeances de la Russie et l'Autriche, aussi longtemps que je ne suis pas à même de pouvoir les repousser ouvertement. Cependant, tant s'en faut à ce que je satisfasse à leurs désirs, je ferai seulement les plus strictes nécessaires, pour ne pas me brouiller entièrement avec elles. » Je répondis que j'avais entendu dire qu'il y a aussi des Hongrois qu'on voulait expulser. – « Oui, répliqua Couza, il y a aussi quelques Hongrois, mais seulement ceux qui se sont mis trop en évidence par leurs relations avec Frigessy et que je dois regarder comme des meneurs, des chefs. (Il entra alors dans une quantité de détails). Mais ce n'est pas une expulsion proprement dite ; on les envoie à la frontière, mais sauf à pouvoir revenir un peu plus tard. Surtout qu'ils reviennent avec un mot du G[1] Klapka, ou avec passeport français, on les recevra alors volontiers. » Je ne pouvais faire autrement que reconnaître à Couza le droit d'expulser des hommes – de quelle nationalité qu'ils fussent – dès qu'il les croit dangereux pour lui ou son pays, mais je priais le Prince à ne faire éloigner que ceux où il ne pouvait absolument pas faire autrement, en lui faisant comprendre que par cette expulsion il se ferait beaucoup de tort dans l'opi-

nion libérale en Europe et spécialement en Hongrie, ce que pourrait un jour entraver cette entente cordiale hongro-roumaine si désirable et même indispensable à la réussite de *nos* espérances comme des siennes. – Une des alléguations de Couza, pour me prouver la nécessité d'agir ainsi, c'était que, il avait non seulement à ménager la Russie et l'Autriche à cet égard, mais même les susceptibilités de la Porte. « La Porte ne voit pas de bon oeil s'il y a *trop* de Hongro-Polonais dans la Roumanie, car elle me suspecte toujours un peu que je puisse un jour vouloir me faire indépendant à l'aide même de ces éléments guerriers, et à l'aide de la Servie. » Il est entré après dans des développements politiques bien raisonnés, que je me réserve à Vous rapporter de vive voix, mon cher Général.

Nous avons aussi causé de l'emprunt, des situations de crédit projetées pour la Moldo-Valachie, et des réformes politiques adoptées tout récemment. Comme Couza m'avait apostrophé, au commencement de notre conversation, en me disant : « N'est ce pas, M. le C^{te} nous n'avons pas besoin de faire de la diplomatie l'un avec l'autre », j'en profitais à plusieurs reprises pour lui dire crûment des choses que je croyais utiles, tout en m'excusant que je ne savais pas faire usage de langage diplomatique. Il l'a pris cependant de bonne part, car en terminant il me disait : « Vous dites que Vous restez encore sept à huit jours ; veuillez venir me voir encore, M. le C^{te}, je vous en prie, nous aurons à causer encore sur beaucoup de choses. Amenez donc aussi le Chev. Strambio avec vous. Je me dispute souvent avec lui, car il est très chaud dans ses opinions, mais je l'aime beaucoup. » (J'avais saisi l'occasion et à dessein de lui dire que Strambio est très porté pour lui.)

Au dernier moment Couza me disait encore : « Pénétrez-vous bien, je vous prie, de ce que je vous ai dit, et transmettez le au G^{l} Klapka, et dites lui que je professe toujours le même estime et une grande sympathie pour lui, et que j'espère qu'il s'adressera toute occasion directement à moi. »

Quoique je vous ai reproduit aussi exactement que possible, cher Général, les phrases principales que Couza m'a dit, je suis pourtant persuadé que Vous auriez eu

une toute autre impression de cette conversation si vous aviez pu y assister en personne, qu'en lisant ce récit nécessairement affaibli et incomplet. Je crois donc utile à y ajouter quelques observations générales à mon point de vue, car il me paraît important que Vous Vous en fassiez une idée aussi juste que possible. Couza, ce Couza que Vous avez connu en 1859 et 1861, *n'est plus* le même homme, évidemment. Il a changé, grandit peut-être avec la situation, qui, elle, n'est *non plus* la même qu'il y a 4 ans. À cette époque, où il avait à peine réuni les deux Principautés qui étaient, encore sans cohésion, il envisagea probablement son avènement comme très éphémère, il vivait encore sous l'impression de l'ancien état de chose[s], il ne croyait pas encore à un « grand avenir ». Aujourd'hui tout ça a changé : La Moldo-Valachie est devenue un véritable État, une petite puissance, dont on fait même mention dans un discours de trône de la reine d'Angleterre ; qui est constamment et ouvertement soutenu par la France, qui, à l'intérieur, se transforme d'après les bases d'un État moderne, et commence à former une armée, laquelle après quelques années, peut ou doit égaler la force militaire de la Belgique, de la Suisse. Couza a aujourd'hui la conscience de son importance, et il en a aussi l'ambition. Il est fier de cette « alliance morale » avec la France, et il voit pointer à l'horizon les avantages quelles doit nécessairement lui apporter. Voici pourquoi l'homme a changé simultanément avec la situation, et pourquoi tout ceux qui ne tiendraient pas compte de ces modifications survenues, s'exposeraient à des erreurs qui pourraient avoir de conséquences graves. Plus que je dois reconnaître l'importance grandissante de ce pays-ci pour notre cause, en particulier, plus je désirerais de Vous donner une idée exacte de la situation, puisque la première condition d'une bonne politique est, de connaître bien le terrain. Si je pouvais réussir, mon Général, à vous faire apprécier la situation d'après les conditions actuelles et à sa juste valeur, je crois que ma mission dans ces parages, manquée par rapport au but primitif, portera des fruits bien plus importants, que ce but même ne l'était.

Pour en revenir à ma conversation avec le P^ce^ Couza, je Vous dirai d'abord que son language – surtout plus tard, lorsque Couza paraissait être revenu un peu de ses premières défiances – portait l'empreint d'une conviction sincère et de plans mûrement médités, fermement arrêtés. Je ne puis pas dire (comme on me l'avait cependant prédit de tout côtés) que j'ai éprouvé un si grand charme de l'entretien avec le Prince ; mais j'avoue que je suis bien loin de partager l'opinion de ceux, qui, à l'étranger surtout, ne voyent en lui qu'un homme superficiel, une espèce de ch[e]napan, dont on pourrait facilement avoir raison. Je crois, au contraire que c'est un homme fort, ayant des idées nettes, qui sait ce qu'il veut, et qui le veut bien. Il pourrait bien un jour étonner son monde ! Son coup d'état de ce printemps n'en est que le commencement. – Il résulte de l'ensemble des communications que le P^ce^ Couza m'a faites, que son plan politique est bien arrêté. Il m'en a parlé avec une franchisse qui m'étonnait parfois. Mais ce qui est plus : ses actes sont en parfaite accord avec ses paroles.

Reconnaissant l'incompatibilité qu'il y a entre les aspirations nationales de son pays et les vues ambitieuses de lui-même d'un côté, et l'existence des deux puissances voisines telles que l'Autriche et la Russie de l'autre, Couza travaille sincèrement au développement des forces militaires, matérielles, et financières de la Moldo-Valachie, pour, à un moment donné, pouvoir aider au renversement de l'empire autrichien. Il espère que le signal en sera donné par la France, dans la toute-puissance de laquelle il a une foi entière. Il marchera, dès qu'on le lui demandera de la part des Tuileries, mais pas avant. Jusque-là il tâche de se maintenir par un jeu de bascule à l'extérieur, comme il l'avait fait jusqu'à présent à l'intérieur. Il ne veut pas donner ombrage à la Porte, car il regarde le faible lien nominal qui l'attache à la Turquie, plutôt comme une protection, qui lui est indispensable jusqu'au moment où le danger du côté du Nord et de l'Ouest aura disparu. Il ne veut pas non plus se brouiller en attendant, et sans utilité, avec ses deux puissants voisins dont il pourrait devenir victime dans l'éventualité d'un changement de trône en France. C'est pourquoi il n'écoute pas non plus

les ouvertures qu'on lui fait de la part de la Servie. En un mot, Couza aspire à des grandes destinées, mais il veut attendre avec calme le moment propice, et tout en faisant ses préparatives de toute sorte, il est décidé à ne rien brusquer avant ; il ne veut jeter le masque, que quand il se croit sûr d'atteindre son but. – Encaissé entre les deux Puissances les plus réactionnaires et les plus absorbantes, le gouvernement roumain est évidemment forcé à avoir des ménagements envers elles, mais Couza sait aussi trop bien que le danger pourrait lui venir aussi du côté du parti libéral, c'est pourquoi il ne voudrait pas rompre avec celui-ci non plus. Voilà pourquoi il ne donne pas – malgré son coup d'État – tout à fait dans les eaux de la réaction, voilà pourquoi il se exculpe, s'excuse. Il faut lui rendre cette justice, que les raisons qu'il donne pour expliquer sa conduite, sont bonnes à son point de vue, et puis, qu'il ne fait pas mystère de ses résolutions vis-à-vis de nous. Serait-il si coquin comme bien de personnes le prétendent, il lui serait facile de se débarrasser de ceux qui viennent malgré lui ici, en les livrant à la Russie et à l'Autriche, si non directement, au moins par des voies détournées.

Il y a trois résultats principaux que je crois avoir obtenu par ma visite chez le Prince, c'est :

1, d'avoir pu compléter mon expérience et mes renseignements sur la situation générale, ce que me met à même de pouvoir vous renseigner à mon tour d'une manière claire, nette, et exacte ; –

2, d'avoir ramené le Prince, en partie, de son exaspération contre les Hongrois en général, et, spécialement de sa méfiance envers vous, Général, méfiance que je crois changé aujourd'hui en un sentiment tout opposé. Aussi indifférent que Vous pourriez être, comme homme privé, pour les sentiments que Vous porte le P^ce^ Couza, aussi peu Vous pouvez l'être comme homme politique, car la conduite de Couza à l'avenir, peut avoir une très grande portée pour les destinées de notre patrie ;

3, d'avoir contribué, dans une certaine mesure, à raffermir le Prince dans son confiance en Strambio, confiance qui ne peut manquer de nous être utile, indirectement,

à nous tous. Aussi Strambio en était-il très comptant, car, dans l'isolement ou il se trouve, jamais quelqu'un ne dit rien de favorable de lui à Couza, mais il y a bien de gens qui le dénigrent, le calomnient, et il faut toute son habilité et son éloquence pour pouvoir quand-même se maintenir sur un si bon pied avec l'Altesse roumaine.

Puisque je viens Vous parler des avantages – tout relatifs qu'ils soyent – qui résultent pour nous, à mon idée, de la conversation que j'ai eu avec le P^ce^ Couza, je vous prie à me permettre, cher Général, de faire ressortir ici un autre fait que je crois être en notre faveur. Vous savez que pendant les trois premières semaines de mon séjour à Bukarest, je me suis tenu à dessin dans un isolement absolu, et que je n'ai fait aucune connaissance en dehors de celle de quelques officiers de l'armée, que le hasard m'avait procuré. Dans une de mes lettres précédentes je vous ai relaté l'accueil qui m'a été fait de la part de ceux-ci. Depuis deux ou trois semaines les choses ont changé ; je connais aujourd'hui beaucoup de monde, des hommes de tous les partis, et je ne puis que me louer de l'extrême prévenance que me prodiguent les uns comme les autres. Toutes ces connaissances, sans exception, je les ai fait sans les avoir recherchées, car les uns comme les autres venaient à moi, m'invitaient à dîner, ou m'offraient leurs voitures ou leurs chevaux de selle pour la promenade. Je suis bien loin d'attribuer ce succès social, passez-moi le mot, à ma personne ; je n'y voie que l'effet assez naturel de la réserve que j'avais observé auparavant, réserve qui avait fini par les intrigues tous plus ou moins. Ces relations de tous les jours m'ont souvent fourni l'occasion de propager l'esprit de conciliation, de l'oubli réciproque, et de démontrer la nécessité absolue de mettre de côté toute susceptibilité nationale et toutes les questions qui pourraient nous diviser de nouveau, aussi longtemps que le danger commun n'a pas disparu par le renversement de l'ennemi commun. Je m'efforçais surtout à faire bien comprendre aux hommes du parti national, que s'il veulent que de notre part nous nous inspirions d'idées justes et impartiales vis-à-vis d'eux, ils devraient à leur tour travailler à combattre chez leurs co-nationaux les prétentions exagérées et impossibles à admettre. Je leur ai promis que nous,

quand l'heure de la délivrance aura sonné, nous apporterions un sentiment de parfaite équité au règlement des questions qui seraient susceptible à nous diviser de nouveau, et que nous admettrions même à cet effet les bons offices des Puissances amies, mais que jamais la Hongrie ne souffrirait le démembrement de son sol – comme le rêvent quelques uns des Ultra-Roumains ici – mais qu'elle préférerait plutôt de rester avec l'Autriche, pour ainsi dominer indirectement une race, qui aurait été assez mal avisée de repousser la main fraternelle qu'une Hongrie indépendante voulait lui tendre. – Je dois constater que cet échange d'idées ne paraît pas être resté sans un bon effet. J'ai rencontré deux ou trois Messieurs (notamment un M. Gradistiano [Grădişteanu] membre de la Cour des comptes) qui ne rêvent qu'une grande Dacie, et ne veulent pas en démordre. Selon eux toute la Transylvanie et toute la partie de la Hongrie à l'est de la Tisza leur appartient. Il y a d'autres qui ne demandent que la Transylvanie, et c'est la majorité. Un jour, par exemple, M. N. N., directeur au ministère des Affaires étrangères, m'assura naïvement qu'en 1848 déjà il ne dépendait que de la Valachie pour « ressaisir » la possession de la Transylvanie. D'autres, comme les frères Lapati, R. Rosetti, etc., sont plus justes ou – plus dissimulés. Ils adhérèrent à mon raisonnement, disant qu'ils reconnaissaient la grande supériorité de la Hongrie par rapport à sa force intellectuelle et militaire, et, à part quelques réserves à l'égard de la population valaque en Transylvanie, ils ne voyent pas d'autre salut pour la Roumanie, qu'une prompte résurrection de la Hongrie. – Je ne Vous parle pas des grands Bojars comme le vieux Caimacam Cantacuzène [Cantacuzino] et autres, car, tout en parlant de leurs sympathies pour la Hongrie, ils sont tous soit Autrichien[s] soit Russes. L'homme le plus raisonnable sous ce rapport, c'est peut-être Couza. Il me cita entre autre, en s'en faisant un mérite, qu'il n'a jamais écouté les propositions qui lui ont été faites pour faire de la propagande roumaine en Transylvanie et en Hongrie. – En présence de telles prétentions comme je viens de vous décrire, il n'a pas été peut-être mal que ces Messieurs entendaient une fois aussi un autre son de cloche,

pour qu'ils sachent qu'ils ne peuvent pas encore disposer à leur gré des lambeaux du sol hongrois. Comme je leur parlais, tout en leur disant nettement mon opinion, toujours avec une grande politesse et en flattant leur orgueil national, j'ai eu la satisfaction de voir plusieurs, et des plus sensés, se convertir aux idées que je défendais. Il y a beaucoup de ces MM. qui sont persuadé, à l'heure qu'il est, qu'il serait difficile à la Roumanie d'arracher de force à la Hongrie une partie de son territoire, et ils se consolent de l'espoir qu'ils pourront, à l'aide de la Hongrie, récupérer la Bessarabie. – Aussi minces que soyent les résultats que j'ai pu obtenir en quelques semaines, ils m'ont au moins fait entrevoir la possibilité à imprimer une direction salutaire ici au courant de l'opinion à cet égard, et il serait bien désirable si un des nos compatriotes, ou deux, qui passent leur temps en Suisse ou en France ou en Italie, sans utilité pour notre cause, voulaient se fixer ici, et se vouer à cette tâche importante !

Vendredi, 12 Août

Je viens d'apprendre que l'opposition a signé une protestation très forte contre l'action du gouvernement dans les dernières élections municipales, et qu'un grand nombre a donné sa démission de leurs emplois. Le parti avancé, à la tête duquel se trouvent Rosetti et Cornèle Lapati, – se séparant par là du parti bojar – vient en même temps de faire une démarche conciliatrice (sous main) auprès du Prince. On lui demande de casser les élections illégalement faites et s'approcher du parti avancé, alors celui-ci lui promet un concours sincère et dévoué dans la réalisation des nouvelles réformes. C'est un membre important de ce parti – avec lequel le ministre Balanesco [Bălănescu] venait aujourd'hui de s'aboucher à cet effet, pendant que nous étions à dîner – qui m'a fait cette communication confidentiellement.

Samedi 13. Août.

Ici on marche de surprise en surprise ! et qui dans ce Pays ne perd pas sa raison, celle qu'il n'en a pas à perdre.

Après avoir annoncé au Prince Couza que je partirais, et mercredi prochain ; après avoir reçu de S. A. il y a trois jours seulement, un cordial serrement de mains ; et après avoir dû lui promettre que je reviendrais le voir avant mon départ – voici ce que m'arrive aujourd'hui : J'étais tranquillement dans ma chambre, calculant combien de jours je pourrais être retenu encore ici, par suite de la dépêche de Genève reçue ce matin, qui m'invita d'attendre une lettre ou télégramme par rapport à l'affaire de l'emprunt lorsque l'on m'annonça quelqu'un de la part « de M. le Préfet ». Cet individu – mais non, lisez plutôt tout de suite la lettre que j'ai écrit une heure plus tard, et envoyé à Cortocséni [Cotroceni] :

> « Monseigneur, cet après-midi un individu s'est présenté chez moi, disant venir de la part du préfet de police, et avoir à me signifier l'ordre de partir dans les 48 heures !
>
> « Que l'on ose me faire pareille insulte, à moi qui n'a pas donné l'ombre d'un prétexte pour une telle mesure, qui suis couvert par la protection française, et que j'ai été, il y a quelques jours seulement, reçu avec bienveillance par V. Altesse Elle-même – ceci me paraît si extraordinaire, si monstrueux, que je ne puis pas encore revenir de mon étonnement et de mon indignation.
>
> « Ma première pensée était de requérir immédiatement la protection qui m'est assuré par mon passeport et de faire demander satisfaction de l'affront que je viens de subir.
>
> « Mais pensant que cette mesure ne pouvait être que l'effet d'un abus de pouvoir d'une autorité subalterne ou d'une méprise, et me prévalant de la bienveillance que V. A. a bien voulu me témoigner personnellement, je m'adresse d'abord à Vous, Msgr, pour dénoncer directement à Votre Altesse l'insulte que l'on vient me faire, et de Lui en demander une prompte et éclatante réparation.
>
> « Que Votre Altesse veuille agréer etc., etc. »

Que peut on dire, que penser d'une telle conduite d'un gouvernement qui a des prétentions aux sympathies et au respect de l'opinion publique ? – Mais surtout, quel sont les motifs de cette conduite ? – Il est clair que le préfet de police n'a pas pris la responsabilité d'une si grave mesure sur lui, mais qu'il était autorisé par le Prince. Mais alors, qu'est ce que a pu déterminer Couza à cette mesure, lui qui m'avait parlé, il y a trois jours, de sa politique, de ses espérances, de ses plans, avec abandon et avec apparence de franchise, et sans y avoir été provoqué de ma part le moins du monde. Comme je ne me suis pas mêlé de la politique, ni intrigué avec personne, ni parlé mal du gouvernement, ni avant ni après ma visite chez le Prince, je ne puis penser que ceci, que l'Autriche lui a demandé ce honteux service.

Bref, à l'individu qui m'avait fait cette commission, j'avais répondu que je demandais par écrit cet ordre inqualifiable pour prendre après les mesures que je jugerais convenables, et avant de ne pas l'avoir reçu par écrit, je ne bougerais pas. – Mais comme je n'aime pas l'esclandre, je me suis adressé d'abord au Chef de l'État directement pour obtenir une réparation. – Ensuite je me suis rendu chez M. Boyard, le gérant du Consulat français, et je lui ai raconté l'affaire, tout en lui déclarant que ma communication n'était pour le moment que confidentielle, mais que je me réservais de requérir la protection du consulat, si je n'obtenais pas du Prince une satisfaction telle qu'elle pourrait me suffire. Et c'est ainsi que je me propose d'agir, sauf à faire aussi à Paris, à mon retour, toutes les démarches nécessaires pour obtenir satisfaction, et pour ouvrir les yeux à qui de droit sur le « protégé roumain » – et j'y parviendrai.

Quand je réfléchis sur les motifs de la mesure projetée par le gouvernement, et sur la manière dont on s'y est pris, il y a deux choses qui ressortent clairement : 1, qu'il y a une raison quelconque, que j'ignore, survenue depuis quelques jours seulement ; 2, que l'on a voulu, bien intentionnellement, me faire un affront. A-t-on voulu m'effrayer, me dégoûter seulement pour ôter à tout Hongrois l'envie de venir ici ? On s'est trompé alors grandement. Mais l'intention de l'offense envers moi, c'est ce qui me paraît résulter de plus claire de cette

affaire. On savait (ou croyait savoir, car je le croyais moi-même jusqu'à la réception du télégramme de Genève) que je voulais partir Mardi soir ou Mercredi matin pour le bateau accéléré ; il n'y avait donc plus que 36 heures en sus sur le 48 heures que l'on m'a donné. Or, je ne pouvais pas même partir avant, car il n'y a pas d'autre bateau avant celui de mercredi. En supposant un instant que l'on aurait eu vraiment de graves motifs (beaucoup plus graves qu'une sommation faite par l'Autriche) pour désirer mon départ de 36 heures surtout sachant qu'il n'y avait pas moyen de le faire – est-ce que l'on s'y serait décidé, dis-je, si on n'avait pas eu l'intention bien arrêtée ou de me dégoûter de l'idée d'un retour un jour, ou de me faire un affront pour je ne sais quelle raison ?

Et puis, en admettant encore pour un moment que le gouvernement aurait cru d'être obligé à recourir à ce moyen à la mode dans les États despotiques, est-ce qu'il n'avait pas alors assez de respect pour lui-même pour ne pas traiter un homme comme il faut, un gentlemen, avec le même sans-façon comme si c'était un vagabond de la rue sans légitimation ni protection ? est-ce qu'il n'aurait pas pu y mettre plus de forme, que d'envoyer simplement un sale individu pour « signifier l'ordre » de départ ?

En effet, ou il y a là un mystère dont je ne puis guère deviner le secret, ou il est vrai ce que bien de personnes ici m'ont dit, c'est que Couza et son gouvernement sont tellement enivrés du succès momentané de leur coup d'État, qu'ils ont complètement perdu la tête, perdu tout sentiment de pudeur et d'honnêteté.

J'ajouterai encore que j'étais le soir chez le Chev. Strambio, qui tombait des nues, tout comme moi, en apprenant cette conduite audacieuse et impertinente du gouvernement. Cet incident est bien fait pour nous ôter à nous deux toute illusion qui aurait pu nous rester à l'égard de Couza.

Dimanche 14. Août

On va de mieux en mieux. Vers midi le même homme qui était venu hier (il est le chef de bureau du préfet), se présenta chez moi avec une lettre à mon adresse, écrite

en *valaque*, et signée par Marghiloman, le préfet de police. Cet homme me traduisait la lettre, qui contenait le même « ordre » que l'on m'avait communiqué hier verbalement. Sur ma question sur les motifs de cette mesure, l'homme s'excusa à ne pas les savoir.

Je me rendis alors au Consulat français, et demandais après M. Boyard. Celui-ci me fit répondre qu'il était très occupé et « que, du reste, c'était dimanche » ! J'écrivis alors sur ma carte : « C'est pour une affaire urgente que j'ai absolument besoin de voir M. Boyard. » M. Boyard daignait enfin de se montrer. Je lui fis part de la lettre, et je lui réclamais, en termes énergiques, la protection qui m'est due en vertu de mon passeport. Il me répondit qu'il irait voir le Prince demain et qu'il lui « demanderait quels étaient les motifs », qui avaient fait prendre cette mesure. Je répliquais qu'il ne s'agissait pas seulement de « connaître les motifs », car je serais sûr qu'il n'y en a pas de sérieux, mais qu'il s'agissait avant tout de me donner la protection et l'assistance voulu pour me mettre à l'abri de la brutalité et de l'arbitraire de la police, et d'obtenir satisfaction complète. Tout en hésitant, M. Boyard me disait qu'il télégraphierait à Constantinopel pour demander des instructions. Voilà quelle est la protection que l'on trouve ici par les organes actuels du gouvernement français !

Vers trois heures de l'après-midi M. Donato, le viceconsul d'Italie, venait me faire part que M. Baligot était venu au Consulat, et, ayant trouvé absent M. Strambio, avait parlé à lui, Donato, de mon affaire, en voulant en faire retomber toute la responsabilité sur le préfet de police, auquel le Prince aurait conféré des pleins pouvoirs à l'égard de tous les étrangers, et, quoique on n'avait sur mon compte que des soupçons vagues, le préfet aura cru cette expulsion indispensable. – Il va sans dire que ce ne sont que des phrases, car, non seulement qu'il est dit dans la lettre « par ordre supérieur je vous renouvelle etc. », il est clair aussi que ni le préfet ni même Cogolnicsano [Kogălniceanu] aurait pris pareille mesure sur leur responsabilité.

Un peu inquiété par les observations de Donato sur la gravité de la chose et sur les conséquences qu'elle peut avoir pour le gouvernement valaque, Baligot a offert ses

bons offices pour me faire obtenir « un délai », et il avait imaginé que je devais adresser à Marghiloman une lettre en lui demandant ce délai, ou, au moins adresser une dépêche à M. de Moustier à Marseille (car il est en route pour la France). Donato était assez mal inspiré d'accepter la mission de me faire cette humiliante proposition, et d'envoyer ma réponse à Cotrocsény par télégraphe. Je répondis que, si cette proposition m'avait été transmise par quelqu'un autre que lui, Donato, je l'aurais mis à la porte, et je priais M. Donato de rédiger sous mes yeux et d'expédier à Baligot le télégramme suivant : « Le Comte se refuse absolument à toute démarche, et a déjà déposé son protêt au Consulat français. »

Pendant le dîner, au restaurant, je racontais l'honneur que l'on veut bien me faire. Tous les Messieurs y applaudissaient, puisque, disaient-ils tout en regrettant que ce soit moi qui en est momentanément victime, il serait à espérer que ce fait monstrueux ouvre les yeux aux protecteurs et aux partisans de Couza en Europe, et que cet incident brouille un peu les cartes entre la France et Couza. Un des Messieurs me rappela à cette occasion qu'il m'avait prédit cette issue, il y a longtemps, et notamment qu'il m'avait dit – en apprenant le bon accueil que Couza m'avait fait : « Alors soyez sur vos gardes, car le Prince est le plus vilain hypocrite qu'il y ait sur la terre, et plus qu'il Vous comble, plus il médite déjà le coup dont il veut vous frapper. » C'est vrai que l'on m'avait dit ces paroles, mais je n'y croyais pas, je croyais qu'elles étaient inspirées par l'esprit de parti. Mais aujourd'hui je dois bien me rendre devant l'évidence, et voyant que dans ce pays, avec un tel gouvernement, tout est possible, que l'on peut s'attendre à tout, – je porte depuis deux jours continuellement un revolver chargé dans la poche, prévoyant le cas d'une légitime défense. Et personne ne pourrait dire, certes, que c'est une précaution exagérée dans les circonstances où je me trouve, et dans un pays où l'on accuse à haute voix le gouvernement du meurtre de Catardji [Catargiu], du président du Conseil, de l'homme le plus estimé et le plus populaire, assassinat qui fut commis en plein jour et à la sortie de la chambre des députés, dans la voiture même du préfet de police d'alors ! Pourquoi ne

ferait on pas la même chose avec un étranger, un émigré, qui, tout en étant protégé français, se trouve être sans protection pour le moment ?

Le soir le Chev. Strambio venait me voir avec M. Donato. Il ne pouvait pas encore revenir de son indignation et de l'impertinence du gouvernement, et de la mollesse – pour ne pas dire plus – de M. Boyard. Strambio me disait qu'il s'est trouvé aujourd'hui à la commission danubienne avec les Agents de Russie et de Prusse, qui ont été tout aussi indignés que lui, et que le Baron Offenberg aurait dit qu'il était en mesure de pouvoir témoigner lui-même que je n'avais rien fait pour pouvoir m'attendre à de tels procédés.

Voici ce que l'on me reproche, ou au moins, voici les faits que l'on met à ma charge : « Qu'en arrivant à Bukarest j'ai porté un gros paquet ou portefeuille chez le Chev. Strambio, portefeuille qui n'est pas rentré chez moi ; que pendant plusieurs semaines je n'ai rien fait mais guetté le moment où les Polonais arrivent en masse, pour aller demander une entrevue du Prince, que j'étais en relation continuel avec l'Agent d'Italie, que je recevais beaucoup de lettres que je brûlais toute de suite après les avoir lues, que j'avais dîné à la même table avec Rado [Radu] Rosetti, les Lapati, et autres, etc., etc. » – Voilà donc les grandes crimes dont je me suis rendu coupable ! Et aussi, que j'étais en relations d'amitié avec vous !

Il y a cependant un autre fait qui s'y rattache. Ce brave M. Lalande n'a eu rien de plus pressé à faire que de dire à Baligot (et peut-être aussi d'autres) « ha, il y aura donc bientôt quelques choses en Hongrie, car je vois ici le C^{e}.S., et il ne peut être ici que pour ça ». Et sur ce ton il a continué.

Lundi 15 Août

Ce matin je me suis rendu au consulat français, et j'ai remis entre les mains de M. Boyard une lettre contenant le récit des faits, et un protêt en règle rédigé la veille, dans lequel je me réservais de poursuivre en réparation d'honneur, et en dommages et intérêts pour mes commettants.

Dans après-midi venait un officier de lanciers me voir pour m'apporter sa carte photographique, et sur ma demande s'il ne craignait pas de se compromettre avec cette visite, il exhala tout le mépris que l'on ressent même dans l'armée contre Couza. Ce qui me frappa encore, ce fut sa question : « Vous avez envoyé dernièrement deux lettres à Constantinople, deux ? » Sur ma réponse affirmative, il me disait qu'il croyait savoir que « l'on » les a lues. Moi, je n'y crois pas, car si l'on les avait lues, on aurait peut-être hésité à prendre la mesure dont je suis objet.

Le soir je dînais chez M. Strambio, qui ne revient pas encore de son étonnement et de son indignation. Il me chargea de Vous dire, cher Général, qu'il espère que Vous poursuivrez aussi de Votre côté la réparation qui nous est due à nous tous, et que si nous l'obtenons, lui, Strambio, Vous en serait personnellement reconnaissant, comme d'une satisfaction que Vous auriez obtenue pour lui en personne. Strambio est indigné pour la brutalité elle-même exercée contre un gentleman et sans motif aucun, mais il est surtout furieux puisque c'est lui qui m'avait présenté à Cogolnicsano [Kogălniceanu], et lui qui avait parlé favorablement de moi à Couza, et encore lui qui s'était montré partout avec moi.

Mardi 16. Août

À 10 heures du matin mes malles étaient déjà faites lorsque M. Boyard venait me faire part de ce qui suit : Il avait vu hier M. Baligot qui rejetait la responsabilité de l'affaire tout entière sur Marghiloman. M. Boyard pria alors Baligot de lui envoyer immédiatement ce terrible préfet de police, qui se présenta en effet à 4 heures de l'après-midi. M. Boyard lui demanda des explications sur la mesure, et Marghiloman ne pouvait donner – de l'aveu de M. Boyard – aucune « explication suffisante », rien que des vagues soupçons, et s'excusa que cet ordre ne venait pas de lui, mais de Cogolnicsano, qui l'avait reçu à son tour du Prince. – M. Boyard, au lieu de protester contre la violation des capitulations dont se rendait coupable, ne demanda qu'un surci de la mesure, « jusqu'à ce qu'il aurait reçu par télégraphe des

instructions de M. Drouyn de Lhuys auquel il télégraphierait de suite ». Mais même cette timide demande ne fut pas accueillie ! Marghiloman répondit que, cette ordre émanant directement du Prince, il ne pouvait pas prendre sur lui de le surseoir, mais qu'il se rendrait immédiatement au Château et demanderait des ordres à S. A. – Ce fut hier à 4 heures, et aujourd'hui à 10 heures M. Boyard n'avait pas encore de réponse ! Couza refuse donc, dans sa démence, même au représentant de la France ! et même les quelques heures pour télégraphier à Paris !

M. Boyard me déclara que si je voulais rester, j'étais libre de le faire, qu'il en prenait la responsabilité sur lui, mais si je voulais partir, que je fasse comme je l'entends.

Je ne voulais pas mettre à l'épreuve le courage qui était venu subitement à ce jeune Gérant du Consulat, et tout en l'en remerciant, je lui disais que je partirais, puisque mon séjour ici ne pourrait plus être d'aucune utilité dans de telles circonstances. – À midi M. Donato vint me voir encore, et je le priais de se rendre chez M. Boyard pour lui annoncer de ma part que je me suis muni de deux revolvers pour le cas de légitime défense, cas qui n'est pas absolument impossible dans un pays où l'on accuse tout haut et sans se gêner, le Prince qui vient me faire cette fourberie, d'avoir fait assassiné son propre Président du Conseil, M. Barbu Catardji [Catargiu], en plein jour.

Constantinople, mercredi 24 Août

C'est ici, cher Général, que je vais terminer ce long rapport.

Arrivé Vendredi dernier ici, je me rendis à Thérapia, et j'exposais à M. de Bonnières, le Chargé d'affaires de France, l'affaire, et sur sa demande je lui en fis le récit par écrit. Selon lui la moindre satisfaction à demander, serait la destitution du Préfet de police et il s'offrit à la demander par télégraphe, si je voulais attendre ici, ce que je ne veux pas, surtout puisque je n'ai pas de réponse de vous à mon télégramme.

Ayant décidé de partir aujourd'hui par les Messageries, j'ai vu encore ce matin le C. Greppi, qui me disait avoir reçu un télégramme de M. Strambio en date d'avant-

hier, d'après lequel Cogolnicsano [Kogălniceanu] était venu chez lui en s'excusant beaucoup et jurant que lui n'y était pour rien, et Marghiloman non plus, mais que cette mesure avait été suscité à Couza par – Baligot !

Vous voyez donc, l'un rejette la responsabilité sur l'autre, selon ses sympathies ou antipathies. Ce tas de canailles commence à pressentir qu'il faut que quelqu'un d'eux en paye les frais, et chacun s'empresse de se disculper. Probablement on aura déjà lavé la tête à Alexandri à Paris, comme on l'a fait à Negri à Constantinopel, et les valets de Couza en ont eu vent, c'est pourquoi ils viennent en rampant s'excuser. Mais ce n'est pas à eux, en dernière analyse, à payer le pot cassé, c'est à Couza lui-même !

Je pars ce soir, mon cher Général, et je Vous prie d'agréer l'assurance de ma parfaite considération.

Monsieur le Général Klapka à Genève
Seherthoss Arthur

Rapports originaux en français de Seherthoss au général

15

Le général Klapka à Arthur Seherthoss

Le Breuil près Cognac, 4 octobre 1865

Mon cher Comte,

Je m'empresse de vous communiquer le lettre que je viens de recevoir du Prince Couza et à laquelle se trouve jointe celle que vous avez cru devoir lui adresser à Ems le 19 août dernier. Je regrettais vivement jadis les mesures que le ministre de la Police à Bukarest avait prises à votre égard, mais je regrette plus encore votre lettre adressée au Prince et dont je ne puis approuver ni la forme ni le contenu.

La tournure fâcheuse que cette question a prise m'est d'autant plus désagréable, que c'était moi qui vous avais engagé à vous rendre dans les Principautés et que c'était à la suite de mes lettres d'introduction que vous entrâtes en rapport personnel avec le Prince.

Il y avait évidemment un malentendu qui a servi de cause à votre expulsion et le Prince, pour donner satisfaction à votre honneur blessé, l'explique franchement et loyalement dans sa lettre.

Si vous m'aviez consulté, mon cher Comte, avant d'écrire et d'expédier votre lettre, je vous aurais prié de renoncer à toute démarche de cette nature et de choisir une autre voie pour obtenir la satisfaction qui vous était due.

En effet on ne saurait jamais rendre responsable un Prince constitutionnel des actes administratifs de ses ministres, auxquels seuls en incombe la responsabilité. – Il me paraît que vous aviez dû en premier lieu vous tenir à la personne du ministre de la Police et après seulement à l'intervention du Prince en appelant à ses sentiments de justice et d'équité.

Dans la phase où la question se trouve actuellement il ne me reste que de vous prie de vous contenter des explications que par mon intermédiaire le Prince vous fait parvenir et de considérer désormais comme honorablement terminée toute l'affaire.

Je fais appel en outre à vos sentiments patriotiques en vous rappelant la triste situation de notre pays. Entourés de tous côtés d'ennemis nous n'avions jusqu'à présent qu'un seul pays voisin, où dans les moments critiques nos compatriotes poursuivis par leurs oppresseurs politiques, trouvaient toujours un sûr asyle. Je vous rappelle en outre les dispositions bienveillantes du Prince à l'égard des milliers de Hongrois qui se trouvent dans ces états ou qui s'y rendent pour chercher du travail. Gâter ces rapports serait un acte si fâcheux pour nos intérêts nationaux, que, je suis sûr, vous ne voudrez pas vous en rendre responsable. –

J'attends votre réponse et suis, mon cher Comte votre bien dévoué :

G. Klapka

À Monsieur le Comte Arthur Seherthoss
Bruxelles

Copie de lettre en français de Klapka